COMMISSION NATIONALE D'EVALUATION DE LA LOI DU 3 AVRIL 1990 RELATIVE A L'INTERRUPTION DE GROSSESSE (Loi du 13 août 1990)

> RAPPORT A L'ATTENTION DU PARLEMENT 1 janvier 2012 – 31 décembre 2013



Février 2020

# **TABLE DES MATIERES**

Avant-propos des presidents Introduction Document d'enregistrement Rapport annuel de l'établissement Notice annexée au rapport annuel de l'établissement Rapport annuel du service d'information			
1. RAPPORT STATISTIQUE	15		
Remarques préliminaires	15		
1. DESCRIPTION	16		
<ul> <li>A. DONNEES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES</li> <li>1. Interruption de grossesse selon l'âge de la femme</li> <li>2. Interruption de grossesse selon l'état civil</li> <li>3. Interruption de grossesse selon le nombre d'enfant(s) mis au monde</li> <li>4. Interruption de grossesse selon le domicile de la femme</li> <li>4.1 Données générales</li> <li>4.2 Femmes domiciliées à l'étranger</li> <li>5. Etablissements où se pratiquent l'interruption de grossesse</li> </ul>	16 18 19 20 20 21 22		
<ul><li>B. DONNÉES PSYCHOSOCIALES</li><li>6. Situations de détresse invoquées</li></ul>	23 23		
<ul> <li>C. DONNÉES MEDICALES</li> <li>7. Méthodes de contraception la plus utilisée pendant le dernier mois</li> <li>8. Causes de l'échec de la contraception</li> </ul>	24 24 25		
<ul> <li>D. ASPECTS MEDICO-TECHNIQUES DU TRAITEMENT</li> <li>9. Méthodes utilisées pour interrompre la grossesse</li> <li>10. Anesthésie</li> <li>11. Durée d'hospitalisation</li> <li>12. Complications</li> </ul>	26 26 27 28 29		

2. T	ABULA <sup>-</sup>	TIONS CROISÉES	30
1.		ATIONS DE DETRESSE  Domicile de la femme invoquant une situation de détresse matérielle	30
	1.2	(catégorie C)  Domicile de la femme invoquant une situation de détresse personnelle	30
	1.2.	(catégorie B)	30
		Situation de détresse et âge	31
		Situation de détresse et état civil Situation de détresse et nombre d'enfant(s)	32 33
	1.0.	Olidation de detresse et nombre à emant(s)	55
2.	. METH	IODES DE CONTRACEPTION	34
		Méthode de contraception et tranches d'âge	34
		Méthode de contraception et état civil Méthode de contraception et nombre d'enfant(s)	36 37
	2.0.	wethode de contraception et nombre d'emant(e)	01
3.	. METH	IODES D'INTERRUPTION DE GROSSESSE	39
		Méthode d'interruption de grossesse et complications	39
		Méthode d'interruption de grossesse et anesthésie Méthode d'interruption de grossesse et tranches d'âge	40 41
		Méthode d'interruption de grossesse et tranches d'age  Méthode d'interruption de grossesse et durée d'hospitalisation	42
4.	. DURE	E D'HOSPITALISATION	43
		Durée d'hospitalisation et anesthésie	43
	4.2.	Durée d'hospitalisation et complications	43
5.	. HOPIT	AL OU CENTRE	44
	5.1.	Hôpital ou centre suivant le domicile de la femme	44
		Hôpital ou centre suivant les tranches d'âge	45
		Hôpital ou centre et complications Hôpital ou centre et durée d'hospitalisation	46 46
		Hôpital ou centre et méthode d'interrruption de grossesse	47
	5.6.	Hôpital ou centre et méthode d'anesthésie	47
	5.7.	Hôpital ou centre et interruption de grossesse après 12 semaines	48
ΔΝΝ	IEXE 1		49
		ues « Autres » du document d'enregistrement d'une interruption	73
	rosses	se .	49
	1.	« Autres » situations de détresse	49
	2. 3.	<ul> <li>« Autres » méthodes de contraception</li> <li>« Autres » méthodes d'interruption de grossesse</li> </ul>	49 50
	3. 4.	« Autres » méthodes d'anesthésie	50
	5.	« Autres » complications	50

	ANNEXE 2 Les interrup 1. 2.	Péril grave pour la femme Affections graves et incurables de l'enfant 2.1. Affections chromosomiques 2.2. Malformations 2.3. Affections tératogènes	<b>51 51</b> 51 51 51 51 52 53
2.	RAPPORTS	ANNUELS DES ETABLISSEMENTS DE SOINS	54
3.	ANALYSE D D'INFORMA	ES RAPPORTS ANNUELS DES SERVICES TION	54
4.	CONCLUSIO	NS	55
6.		N DE LA COMMISSION NATIONALE D'EVALUATION DES ONS DE GROSSESSE	57
	1.	Composition de la Commission nationale d'évaluation des interruptions	57
	2.	de grossesse Composition du cadre administratif de la Commission nationale d'évaluation des interruptions de grossesse	58
7.	TEXTES DE L 1.	Loi du 3 avril 1990 relative à l'interruption de grossesse modifiant les articles 348, 350, 351 et 352 du Code pénal et abrogeant l'article 353 du même code	<b>59</b> 59
	2.	Loi du 13 aoùt 1990 visant à créer une Commission d'évaluation de la loi du 3 avril 1990 relative à l'interruption de grossesse, modifiant les articles 348, 350, 351 et 352 du Code pénal et abrogeant l'article 353 du même code	62

#### **AVANT-PROPOS DES PRESIDENTS**

Chers députées et députés,

La commission d'évaluation de la loi sur l'Interruption de grossesse a le plaisir de vous communiquer non pas un mais trois rapports bisannuels couvrant la période 2012-2017.

La raison pour laquelle la commission n'a pas été en mesure de présenter ces rapports plus tôt réside dans les difficultés rencontrées pour en renouveler les membres et donc mener à bien ses travaux (voir introduction).

Après sa recomposition vers la fin de l'année 2018, les membres de la commission se sont réunis fréquemment et ont travaillé intensivement pour rattraper le retard et vous communiquer les résultats statistiques ainsi que les commentaires issus de nos réflexions.

Les chiffres sont des chiffres, mais cela ne signifie pas qu'ils ne peuvent pas être interprétés. L'expertise combinée des médecins, des prestataires de soins et des milieux d'accueil ainsi que celle des juristes a conduit à un traitement de fond des chiffres envoyés par les établissements de soins, sur base d'une connaissance précise de la réalité de terrain.

En termes de contenu, les chiffres ne sont pas surprenants. Les taux d'avortement en Belgique restent très bas, notamment en comparaison avec d'autres pays, et sont constants d'année en année.

La publication de ces trois rapports est une des trois missions légales de la commission. En plus de celles-ci, nous sommes également responsables de l'élaboration d'un formulaire d'enregistrement pour la collecte de données pertinentes. Compte tenu de la modification législative intervenue le 15 octobre 2018, la commission a également mis à jour ce formulaire après discussion et réflexion approfondie. Il a été envoyé aux établissements de soins pour être utilisé dès le 1er janvier 2020.

La troisième mission de la commission, facultative, réside dans la formulation de « recommandations en vue d'une initiative législative éventuelle et/ou d'autres mesures susceptibles de contribuer à réduire le nombre d'interruptions de grossesse et à améliorer la guidance et l'accueil des femmes en état de détresse ».

Les membres de la commission ont souhaité, vu la somme des données concernant ces six années, rédiger un document séparé synthétisant ces recommandations, chapitre par chapitre.

Tous les membres de la commission tiennent enfin à exprimer leur gratitude au Professeur Jules MESSINNE, président de la précédente commission, qui a accepté de siéger dans la commission renouvelée.

Sa grande expérience s'est révélée indispensable à une reprise efficace des travaux après des années d'arrêt. Au cours des réunions, il s'est avéré une voix précieuse dans les débats. Ses analyses calmes et précises, sa vaste expertise juridique et historique ont concouru à soutenir nos travaux, dans un sens raisonnable et logique, mais aussi avec une forme d'humour très subtile et respectueuse de toutes et tous.

Nous tenons donc tout particulièrement à lui rendre hommage pour ses contributions.

Nous remercions également le personnel qui travaille pour la commission, et sans lequel le volontarisme et l'efficacité des membres de la commission n'auraient pu aboutir aux résultats que nous avons l'honneur de vous présenter. Enfin, la commission s'engage à poursuivre ses travaux pour la période 2018-2019, dont les rapports seront envoyés dans les délais légaux.

Les présidents,

Madame Sylvie Lausberg

Monsieur Mario Van Essche

#### INTRODUCTION

Le Parlement voudra bien trouver ici le treizième rapport bisannuel de la Commission nationale d'évaluation de la loi du 3 avril 1990 relative à l'interruption de grossesse, modifiant les articles 348, 350, 351 et 352 du Code pénal et abrogeant l'article 353 du même Code, Commission instituée par la loi du 13 août 1990. Ce rapport porte sur les enregistrements d'interruptions de grossesse qui lui ont été communiqués pour les années 2012 et 2013.

Pour rappel, les travaux antérieurs de la Commission ont fait l'objet des communications suivantes au Parlement :

- août 1992, sur l'état des travaux après quelques mois de fonctionnement;
- août 1993, sur les enregistrements couvrant la période 1er octobre 1<sup>er</sup> décembre 1992;
- août 1994, sur les enregistrements couvrant la période 1er janvier 31 décembre 1993;
- août 1996, 1998, 2000, 2002, 2004 et 2006, sur les enregistrements couvrant respectivement les années 1994-1995, 1996-1997, 1998-1999, 2000-2001, 2002-2003 et 2004-2005;
- décembre 2008, sur les enregistrements couvrant les années 2006-2007; la tardivité de cette communication a fait l'objet d'une explication dans l'avant-propos du rapport relatif à cette période;
- septembre 2010, sur les enregistrements couvrant les années 2008 et 2009;
- décembre 2012, sur les enregistrements couvrant les années 2010 et 2011.

Le présent rapport n'a pas pu être communiqué aux Chambres en septembre 2014 en raison d'un contexte particulier, généré par les éléments suivants :

- 1 Les membres de la Commission, désignés pour quatre ans par l'arrêté royal du 14 octobre 2009, sont arrivés au terme de leur mandat le 30 novembre 2013 et n'ont pu valider les données statistiques portant sur les années 2012 et 2013.
- 2 Malgré de nombreux appels à candidatures, les nouveaux membres de la Commission n'ont pas pu être désignés, faute de candidatures suffisantes ou en raison de profils incompatibles avec les critères fixés par la loi.
- 3 Pour pallier cette incompatibilité, le Parlement a modifié la loi du 13 août 1990 instaurant la Commission d'évaluation par la loi du 16 juin 2016 (MB 30.06.16) qui élargit les conditions de nomination des candidats des catégories « professeurs de médecine » et « professeurs de droit » aux chargés de cours et professeurs émérites.

- 4 Sur cette base et suite à un nouvel appel à candidatures, la Chambre des représentants a pu désigner les membres de la nouvelle Commission. Cette désignation est reprise dans l'arrêté royal du 15 octobre 2018 de nomination des membres de la Commission, paru au Moniteur Belge le 5 novembre 2018.
- 5 La Commission nationale d'évaluation a repris ses travaux le 19 décembre 2018.

Le dernier rapport de la Commission ayant été publié en 2012, la Commission nationale d'évaluation a analysé globalement l'évolution et les données statistiques portant sur les six dernières années. C'est pourquoi trois rapports bisannuels ont été publiés simultanément, en février 2020 :

- Ce rapport qui reprend les données statistiques portant sur les données 2012 2013.
- Le rapport qui reprend les données statistiques portant sur les années 2014 2015.
- Le rapport qui reprend les données statistiques portant sur les années 2016 2017 ainsi que, pour les années 2012 à 2017 (six années), l'analyse des rapports annuels des établissements de soins et des services d'information ainsi qu'une bibliographie non exhaustive.

Les recommandations proposées au législateur par la Commission nationale d'évaluation, sur base de ces six années, sont présentées dans un mémorandum publié en février 2020.

La Commission tient à souligner, une fois encore, qu'elle ne dispose que des seules informations qu'elle est autorisée par la loi à demander aux médecins et établissements de soins concernés.

Ce rapport reprend donc, sur base des chiffres recueillis, deux sections : tout d'abord une présentation des données "brutes", socio-démographiques, psychosociales et médicales; ensuite les corrélations entre ces données "brutes".

La Commission toute entière renouvelle ses remerciements chaleureux aux membres du personnel administratif mis à sa disposition pour l'enregistrement et le traitement des données, et rend hommage à leur dévouement et à leur compétence.

#### DOCUMENT D'ENREGISTREMENT D'UNE INTERRUPTION DE GROSSESSE - RECTO

DOCUMENT D'ENREGISTREMENT D'UNE INTERRUPTION DE GROSSESSE

(version 2005)

Formulaire à envoyer à la Commission d'évaluation relative à l'interruption de grossesse dans les quatre mois qui suivent l'interruption de grossesse verso svp) Le présent talon est renvoyé comme accusé de réception du formulaire à l'adresse ci-dessous indiquée par le médecin

Nom du médecin :		Nom + adresse de l'établissement			Cachet du m	édecin, date et sign	ature
rue							
CP localité							
	]			J [			
Réservé à la Commission d'Evaluation							
Date de réception :			N° de	code du mé	decin :		
Date d'encodage :			N° de	code de l'éta	ablissement:		
N° de référence :							
Réservé à la Commission d'Evaluation							
Date d'encodage :							
Date de réception :				code du mé			
N° de référence :					ablissement :		
1 Date	1			-	la femme cond		11 1
a) demande d'interruption de grosses	se: —					lle a utilisés au └	
b) 1er entretien avec le service d'inform	nation:			•	contraception		
c) interruption de grossesse :	ı		01. aucu			10. stérilisation l 11. st	
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·		1 11 1		interrompu		11. St	
2 Femme				nence pério micides	oaique		
a )âge:		1 1	•			13. pilule du lend	Jeiii.
			05. diapl 06. prés	_		14. implant 15. patch	
b) état civil :			07. pilul			16. anneau vagir	nal
1. non mariée			•	tion contrac	rentive	17. m	
2. mariée			=	dispositif in	=	18. autres métho	
3. divorcée			03. 210 (	uispositii ii	ilia alcini,	ro. addres methe	,uc3
4. veuve			b) cause de	l'inefficaci	 té :		
c) nombre d'enfants mis au monde :			•		thode contrac	eptive	
d) domicile :			=			e de la méthode	ш
0. pays si domicile à l'étranger 7.	_			_		cace malgré une b	onne
• •	Luxembou	rg	4. ne sait pa	=		J	
	Namur Brabant fla	amand	•				
	Brabant v		5 Méthode	appliquée p	our interromp	ore la grossesse :	1 1
		e Bruxelles-Capitale	a) méthode	d'interrupti	on de grosses	sse :	ш
6. Liège	. Kegion de	e bi uxelles-capitale	1. aspirat	ion	4. mifép	pristone	
PAYS : (*)			2. curetaç	ge & dilatatio	on 5. mifép	pristone + curetage	•
1210.(/			3. prostaç	glandine	6. autre	e méthode	
3 a) Etat de détresse invoqué par la femm	e (voir ver	so svp) ı ıı ı					
1, 2 ou 3 numéros à remplir :	•	.,	b) anesthés	sie:			1 1
•			1. aucune				ш
3 b) si l'interruption de grossesse a ét ex	écutée au-	delà du délai 💹 💹	2. loc	o-régionale			
de 12 semaines :			3. narcose				
1) indication du péril grave que pose la p	oursuite d	e la grossesse					
pour la santé de la femme : (*)			c) durée d'I	nospitalisati	ion :		
(*)			-	ambulatoire	-		$\Box$
2) affection d'une particulière gravité et re	econnue co	omme incurable au	•		neures ou moi		
moment du diagnostic, dont l'enfant au	rait été atte	eint au moment de sa	=	=	s de 24 heures	í	
naissance: (*)			6 complica	itions:			
			1. aucune	_			, ,
			=	=	ée à plus de 50	)0 ml	
			3. perforation				
				e du col uté			
			5. autres :				

# DOCUMENT D'ENREGISTREMENT D'UNE INTERRUPTION DE GROSSESSE VERSO

Adresse: SPF Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement Eurostation II

### Commission nationale d'évaluation des interruptions de grossesse

Bureau 7C034

Place Victor Horta 40, boite 10.

1060 BRUXELLES

#### Rubrique 3 a) 1, 2 ou 3 numéros de code à remplir

00.	Problèmes de santé de la femme enceinte
01.	Problèmes de santé de l'enfant à naître
02.	Problèmes de santé mentale
13.	Femme se sent trop jeune
14.	Femme se sent trop âgée
15.	Etudiante
16.	Isolée
17.	Pas de souhait d'enfant pour le moment (étalement familial)
18.	Famille complète
20.	Problèmes financiers
21.	Situation professionnelle
22.	Situation de logement
30. 31. 32. 33. 34. 35. 36.	Relation récemment rompue Partenaire n'accepte pas la grossesse Relation occasionnelle Relation trop récente Relation hors mariage Problèmes de couple Problèmes relationnels avec l'entourage Problèmes juridiques liés au divorce
40.	Viol
41.	Inceste
50.	Etrangère en situation administrative précaire
99.	Autre, à préciser

### RAPPORT ANNUEL DE L'ETABLISSEMENT

RAPPORT ANNUEL DE L'ETABLISSEMEN	NT .
(Original à envoyer à la Commission d'Evaluation relative à l'Interruption de l'année suivant celle à laquelle les informations ont trait)	de Grossesse pour le 30 avri
Le présent talon est renvoyé par la Commission d'Evaluation comme accu	sé de réception du formulaire
Nom et adresse de l'établissement où ont été pratiquées les interruptions	de grossesse :
Date, nom et signature du directeur responsable :	Cachet de l'établissement
Reserve à la Commission d'Evaluation	
N° de référence :	•
Réservé à la Commission d'Evaluation	•
Date réception : N° de référence : Date encodage : N° de code de l'établissement :	
Année à laquelle les informations se rapportent (1er janvier-31 décembre	» L
<ol> <li>Nombre de demandes d'interruption de grossesse introduites auprès de l'établissement ou des médecins attachés à l'établissement *(1) :</li> </ol>	٠ لــــا
<ol> <li>Nombre d'interruptions de grossesse effectuées : dont au-delà du délai de 12 semaines (art. 350, al. 2, 4° Code Pénal)</li> </ol>	
3. Nombre total de demandes d'interruption de grossesse refusées*(2) pa médecin(s) attaché(s) à l'établissement, c'est-à-dire les demandes qui n'ont pas abouti à une IVG dans votre établissement *(3) :	ar le(s)
Ce rapport doit être accompagné du rapport du service d'information de l'établissement et être envoyé dans les délais à la Commission Nationale d'Evaluation	
* (1) (2) (2) of motion of comments	•

#### NOTICE ANNEXEE AU RAPPORT ANNUEL DE L'ETABLISSEMENT

### Notice annexée au rapport de l'établissement

- \*(1) C'est-à-dire les demandes qui ont donné lieu à l'ouverture d'un dossier IVG
- \* (2) Le terme "refusé" peut avoir les significations suivantes :
  - la femme ne vient pas au rendez-vous
  - la suite réservée à la demande est inconnue
  - la femme n'est pas enceinte au moment de la demande
  - une fausse couche est survenue pendant la période d'attente
  - la grossesse dépasse le délai de douze semaines et la femme est orientée vers l'étranger
  - la grossesse est trop avancée lors de la première consultation et le délai de l'aménorrhée a dépassé 14 semaines après la période d'attente de 6 jours
  - la femme est orientée vers un hôpital belge pour des raisons médicales ou pour des considérations liées à l'anesthésie
  - la femme est orientée vers un autre centre belge
  - la femme décide de poursuivre la grossesse
  - la femme est orientée vers un service d'adoption
- \*(3) Logiquement le point 3. devrait être égal au point 1. diminué du point 2.

#### RAPPORT ANNUEL DU SERVICE D'INFORMATION

#### RAPPORT ANNUEL DU SERVICE D'INFORMATION

(Original à envoyer en annexe au rapport de l'établissement à la Commission d'Evaluation relative à l'Interruption de

Grossesse pour <u>le 30 avril</u> de l'année suivant celle à laquelle les informations ont trait) Le présent talon est renvoyé par la Commission d'Evaluation comme accusé de réception du formulaire Nom et adresse de l'établissement où ont été pratiquées les interruptions de grossesse : Date, nom et signature du directeur responsable : cachet de l'établissement Réservé à la Commission d'Evaluation N° de référence : -----N° de code de l'établissement :-----Réservé à la Commission d'Evaluation Date de réception : N° de référence : Date d'encodage: N° de code de l'établissement : Année à laquelle les informations se rapportent (1° janvier – 31 décembre) 1. Composition du service concerné par l'application de la loi relative à l'interruption de grossesse a) nombre de personnes travaillant dans le service d'information : b) qualification des différents membres du personnel : nombre: juristes: psychologues: assistan(e)s sociaux (sociales): conseillers conjugaux: médecins: autres: ---c) fonctionnement du service, disponibilité, accessibilité, heures d'ouverture, aménagement des locaux, méthodes d'enregistrement, documents utilisés, information procurée (notes ou documents éventuels à joindre) 2) Nombre total de consultations du service d'information en relation avec des problèmes d' interruption de grossesse: 3) Méthodes d'accueil et d'assistance appliquées (notes ou documents éventuels à joindre) a) avant l'IVG: b) pendant l'IVG: c) après l'IVG: 4) Existe-t-il des cas d'accueil et d'assistance prodigués que vous souhaiteriez signaler ? \_\_\_\_\_\_ Compte tenu de votre expérience, auriez-vous des suggestions pour améliorer la prévention des Grossesses non désirées ?

## 1. RAPPORT STATISTIQUE

## Remarques préliminaires

Pour un item, la rubrique « pas de réponse » signifie que le médecin n'a pas complété cet item dans le document d'enregistrement d'une interruption de grossesse.

Dans les tableaux « Situations de détresse invoquées – Méthode de contraception la plus utilisée pendant le dernier mois – Méthode utilisée pour interrompre la grossesse – Anesthésie – Complications », la rubrique « Autres » est explicitée à **l'annexe 1**.

Les données portant sur les interruptions de grossesse pratiquées au-delà de la période légale de 12 semaines sont détaillées à **l'annexe 2**.

### 1. DESCRIPTION

nombre

%

### A. DONNEES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES

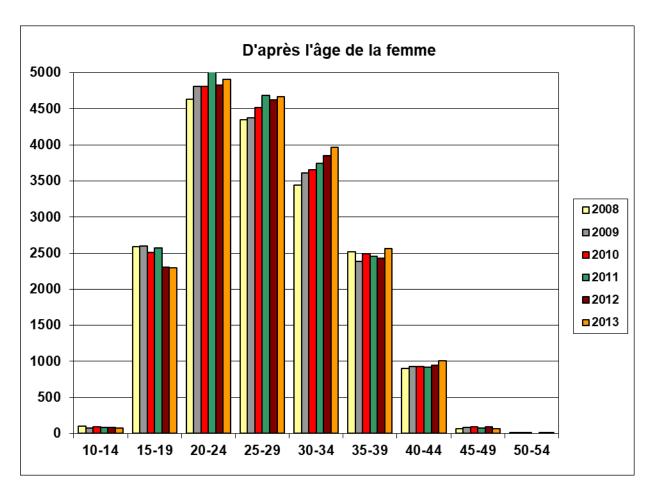
âge

2012 2013 2012 2013 10 0 0 0,00 0,00 11 0 0,00 0,01 12 2 2 0,01 0,01 13 14 13 0,07 0,07 14 72 0,38 0,30 58 15 189 141 0,99 0,72 16 299 297 1,56 1,52 1. Les interruptions de grossesse selon l'âge de la femme. 17 471 476 2,46 2,43 18 616 651 3,22 3,33 19 727 733 3,75 3,80 20 923 915 4,68 4,82 21 905 895 4,72 4,58 22 1004 1035 5,24 5,29 23 1030 1021 5,38 5,22 24 961 1039 5,02 5,31 25 959 4,91 969 5,06 26 950 953 4,96 4,87 27 936 972 4,89 4,97 28 921 902 4,81 4,61 29 845 880 4,41 4,50 30 4,83 926 901 4,61 31 812 780 4,24 3,99 32 808 807 4,22 4,13 33 655 797 3,42 4,08 34 681 3,40 3,48 651 35 3,26 581 638 3,03 583 2,77 2,98 36 531 37 473 473 2,47 2,42 38 470 455 2,45 2,33 39 414 1,93 370 2,12 40 325 365 1,70 1,87 41 240 1,30 1,23 249 42 190 199 0,99 1,02 43 116 136 0,61 0,70 44 65 68 0,34 0,35 45 51 35 0,27 0,18 46 20 22 0,10 0,11 47 0,03 9 5 0,05 48 10 5 0,05 0,03 49 6 2 0,03 0,01 50 0 0 0,00 0,00 51 1 2 0,01 0,01 52 2 0 0,01 0,00 19155 total 19551 100,00 100,00 pas de réponse 0 0 19551 total général 19155

âge moyen en 2012 : **27,56** âge moyen en 2013: **27,69** 

# D'après l'âge de la femme par catégories d'âge

âge	nombre								%	0		
catégorie	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013
10-14	105	79	96	87	88	74	0,56	0,42	0,50	0,44	0,46	0,38
15-19	2588	2595	2506	2575	2302	2298	13,92	13,75	13,12	13,15	12,02	11,75
20-24	4629	4808	4812	5027	4823	4905	24,89	25,48	25,20	25,68	25,18	25,09
25-29	4346	4376	4515	4688	4621	4666	23,37	23,19	23,64	23,95	24,12	23,87
30-34	3445	3612	3651	3745	3852	3966	18,53	19,14	19,12	19,13	20,11	20,29
35-39	2516	2389	2490	2454	2425	2563	13,53	12,66	13,04	12,54	12,66	13,11
40-44	901	928	927	923	945	1008	4,85	4,92	4,85	4,71	4,93	5,16
45-49	64	82	97	78	96	69	0,34	0,43	0,51	0,40	0,50	0,35
50-54	1	1	1	0	3	2	0,01	0,01	0,01	0,00	0,02	0,01
total	18595	18870	19095	19577	19155	19551	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
plus de 54	0	0	0	1	0	0						
total gén.	18595	18870	19095	19578	19155	19551						



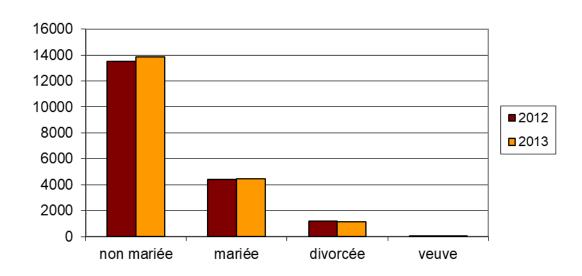
Selon les données de l'Inspection des Soins de santé, les cliniques spécialisées frontalières des Pays-Bas ont pratiqué, sur des femmes provenant de Belgique :

611 interruptions de grossesse en 2012, 598 interruptions de grossesse en 2013.

## 2. Les interruptions de grossesse selon l'état civil

état civil	nombr	е	%		
	2012	2013	2012	2013	
non mariée	13501	13870	70,48	70,94	
mariée	4401	4476	22,98	22,89	
divorcée	1188	1146	6,20	5,86	
veuve	65	59	0,34	0,30	
total	19155	19551	100,00	100,00	
pas de réponse	0	0			
total général	19155	19551			

#### Etat civil

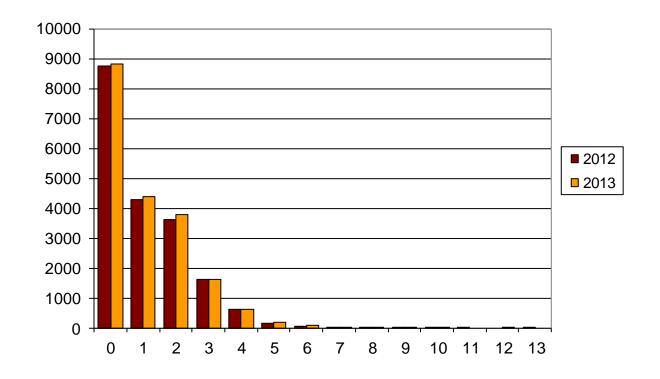


Les données officielles de l'état civil ne permettent pas de se faire une idée exacte de la situation réelle des patientes. En effet, une femme dont l'état civil est "mariée" peut vivre en couple avec son époux ou avec un autre partenaire, ou peut encore vivre seule; de même, une femme dont l'état civil est "non mariée" peut vivre en couple.

# 3. Les interruptions de grossesse selon le nombre d'enfant(s) mis au monde

enfants	no	mbre		%
	2012	2013	2012	2013
0	8756	8819	45,71	45,11
1	4278	4396	22,33	22,48
2	3631	3784	18,96	19,35
3	1609	1634	8,40	8,36
4	612	613	3,19	3,14
5	162	185	0,85	0,95
6	62	73	0,32	0,37
7	27	28	0,14	0,14
8	9	11	0,05	0,06
9	4	5	0,02	0,03
10	2	2	0,01	0,01
11	2	0	0,01	0,00
12	0	1	0,00	0,01
13	1	0	0,01	0,00
total	19155	19551	100,00	100,00
pas de réponse	0	0		
total général	19155	19551		

### Nombre d'enfants

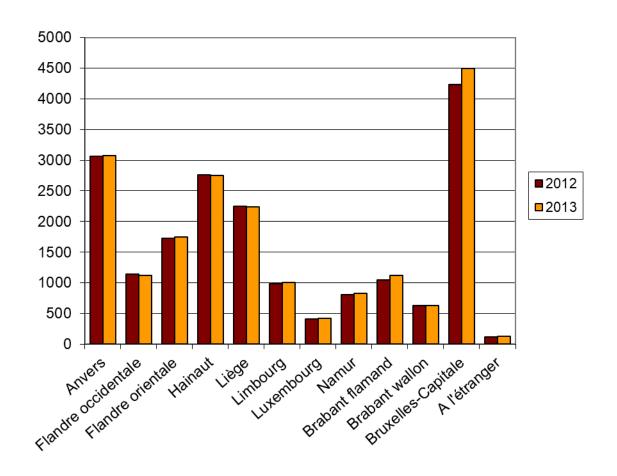


### 4. Les interruptions de grossesse selon le domicile de la femme

### 4.1. Données générales

domicile	noi	nombre		<b>%</b>
	2012	2013	2012	2013
Anvers	3061	3076	15,98	15,73
Flandre occidentale	1139	1116	5,95	5,71
Flandre orientale	1723	1750	9,00	8,95
Hainaut	2762	2746	14,42	14,05
Liège	2247	2234	11,73	11,43
Limbourg	985	1005	5,14	5,14
Luxembourg	408	421	2,13	2,15
Namur	802	831	4,19	4,25
Brabant flamand	1047	1121	5,47	5,73
Brabant wallon	626	626	3,27	3,20
Bruxelles-Capitale	4236	4497	22,11	23,00
A l'étranger	119	128	0,62	0,65
total	19155	19551	100,00	100,00
pas de réponse	0	0		
total général	19155	19551		

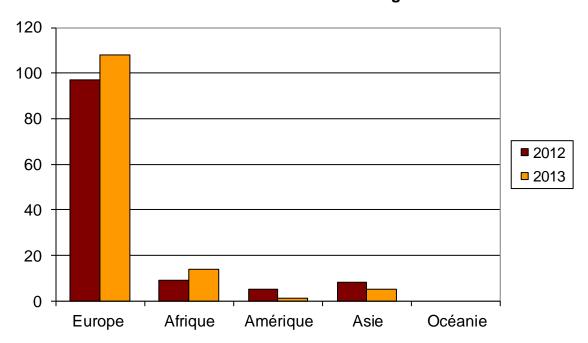
#### Domicile de la femme



# 4.2. Les femmes domiciliées à l'étranger : division par continent

origine	nombre			%
	2012	2013	2012	2013
Europe	97	108	81,51	84,38
Afrique	9	14	7,56	10,94
Amérique	5	1	4,20	0,78
Asie	8	5	6,72	3,91
Océanie	0	0	0,00	0,00
total	119	128	100,00	100,00
pas de réponse	0	0		
total général	119	128		

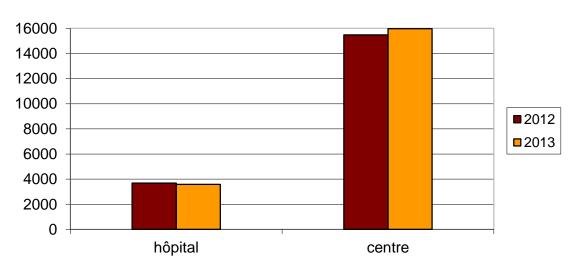
## Femmes domiciliées à l'étranger



# 5. Établissements où se pratique l'interruption de grossesse

institution	nombr	е	%		
	2012	2013	2012	2013	
hôpital	3680	3579	19,21	18,31	
centre	15475	15972	80,79	81,69	
total général	19155	19551	100,00	100,00	

# Proportion centre / hôpital



#### **B. DONNEES PSYCHOSOCIALES**

### 6. Situations de détresse invoquées

#### Situations de détresse

- A.00 Problèmes de santé de la femme enceinte
- A.01 Problèmes de santé de l'enfant à naître
- A.02 Problèmes de santé mentale
- B.13 La femme se sent trop jeune
- B.14 La femme se sent trop vieille
- B.15 Etudiante
- B.16 Femme isolée
- B.17 Pas de souhait d'enfant pour le moment
- B.18 Famille complète
- C.20 Problèmes financiers
- C.21 Situation professionnelle
- C.22 Problèmes de logement
- D.30 Relation récemment rompue
- D.31 Le partenaire n'accepte pas la grossesse
- D.32 Relation occasionnelle
- D.33 Relation trop récente
- D.34 Relation hors mariage
- D.35 Problèmes de couple
- D.36 Problèmes relationnels avec l'entourage
- D.37 Problèmes juridiques liés au divorce
- E.40 Viol
- E.41 Inceste
- F.50 Réfugiée politique
- G.99 Autres

### Catégories des situations de détresse

- A. Santé physique ou psychique de la mère ou de l'enfant à naître
- B. Raisons personnelles
- C. Raisons financières ou matérielles
- D. Problèmes de couple ou familiaux
- E. Grossesse suite à un viol ou un inceste
- F. Réfugiée politique
- G. Autres raisons

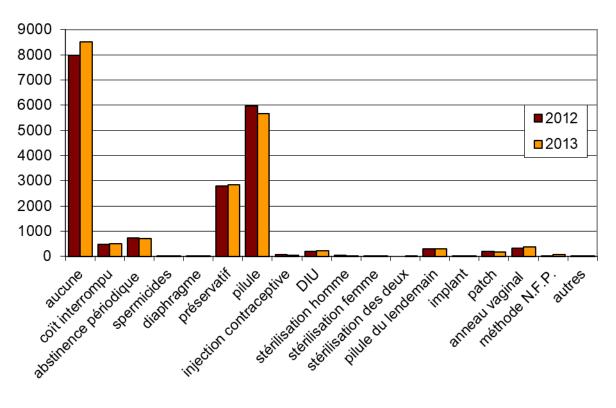
liste	non	nbre	9/	4
liste				
	2012	2013	2012	2013
A.00	609	638	2,15	2,22
A.01	297	359	1,05	1,25
A.02	231	216	0,82	0,75
B.13	3132	2999	11,07	10,42
B.14	552	565	1,95	1,96
B.15	2256	2179	7,98	7,57
B.16	807	703	2,85	2,44
B.17	5376	5528	19,00	19,22
B.18	3231	3284	11,42	11,42
C.20	2169	2135	7,67	7,42
C.21	1455	1652	5,14	5,74
C.22	583	671	2,06	2,33
D.30	1478	1454	5,22	5,05
D.31	698	678	2,47	2,36
D.32	765	778	2,70	2,70
D.33	1456	1522	5,15	5,29
D.34	550	633	1,94	2,20
D.35	1403	1423	4,96	4,95
D.36	221	285	0,78	0,99
D.37	92	73	0,33	0,25
E.40	70	54	0,25	0,19
E.41	2	3	0,01	0,01
F.50	534	497	1,89	1,73
G.99	321	440	1,13	1,53
Total	28288	28769	100,00	100,00

# C. DONNÉES MÉDICALES

# 7. Méthode de contraception la plus utilisée pendant le dernier mois

méthode	non	nbre	O	<b>%</b>
	2012	2013	2012	2013
aucune	7979	8510	41,65	43,53
coït interrompu	472	511	2,46	2,61
abstinence périodique	728	717	3,80	3,67
spermicides	4	8	0,02	0,04
diaphragme	24	29	0,13	0,15
préservatif	2798	2833	14,61	14,49
pilule	5960	5654	31,11	28,92
injection contraceptive	62	54	0,32	0,28
DIU	197	225	1,03	1,15
stérilisation homme	34	31	0,18	0,16
stérilisation femme	15	12	0,08	0,06
stérilisation des deux	0	1	0,00	0,01
pilule du lendemain	293	296	1,53	1,51
implant	28	28	0,15	0,14
patch	193	181	1,01	0,93
anneau vaginal	326	365	1,70	1,87
méthode N.F.P.	18	67	0,09	0,34
autres	24	29	0,13	0,15
total	19155	19551	100,00	100,00
pas de réponse	0	0		
total général	19155	19551		

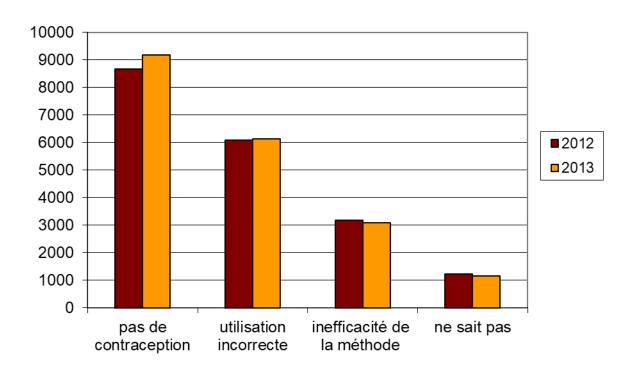
### Méthodes de contraception



### 8. Causes de l'échec de la contraception

cause	nom	bre	(	%		
	2012	2013	2012	2013		
pas de contraception	8657	9188	45,19	47,00		
utilisation incorrecte	6091	6123	31,80	31,32		
inefficacité de la méthode	3187	3079	16,64	15,75		
ne sait pas	1220	1161	6,37	5,94		
total	19155	19551	100,00	100,00		
pas de réponse	0	0				
total général	19155	19551				

#### Causes de l'échec



Remarques portant sur les tableaux 7 et 8 :

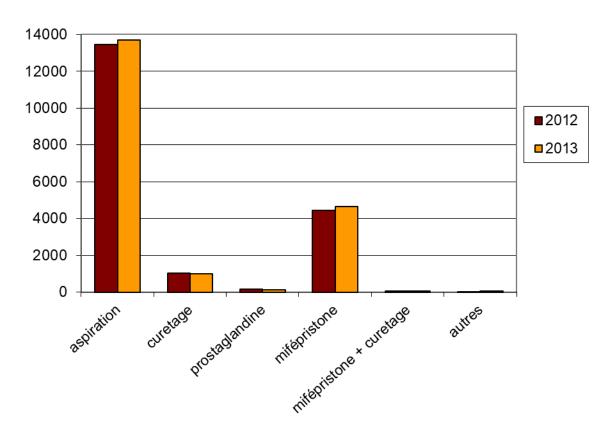
- ✓ Ces chiffres ont été établis à partir des déclarations faites par les femmes aux médecins et ne peuvent être recoupées scientifiquement.
- ✓ La Commission ne possède pas d'informations quant à la fréquence d'utilisation des différentes méthodes de contraception au niveau de la population.
- ✓ La publication de ces chiffres ne contient aucun jugement de valeur quant à la fiabilité des méthodes utilisées.

## D. ASPECTS MEDICO-TECHNIQUES DU TRAITEMENT

# 9. Méthodes utilisées pour interrompre la grossesse

méthode	nombre			%
	2012	2013	2012	2013
aspiration	13451	13692	70,22	70,03
curetage	1028	991	5,37	5,07
prostaglandine	176	127	0,92	0,65
mifépristone	4429	4659	23,12	23,83
mifépristone + curetage	49	43	0,26	0,22
autres	22	39	0,11	0,20
total	19155	19551	100,00	100,00
pas de réponse	0	0		
total général	19155	19551		

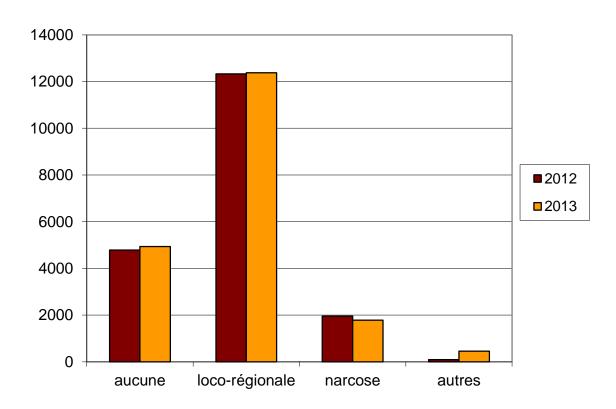
### Méthodes d'interruption de grossesse



# 10. Anesthésie

méthode	nor	nbre		%
	2012	2013	2012	2013
aucune	4787	4933	24,99	25,23
loco-régionale	12326	12374	64,35	63,29
narcose	1951	1786	10,19	9,14
autres	91	458	0,48	2,34
total	19155	19551	100,00	100,00
pas de réponse	0	0		
total général	19155	19551		

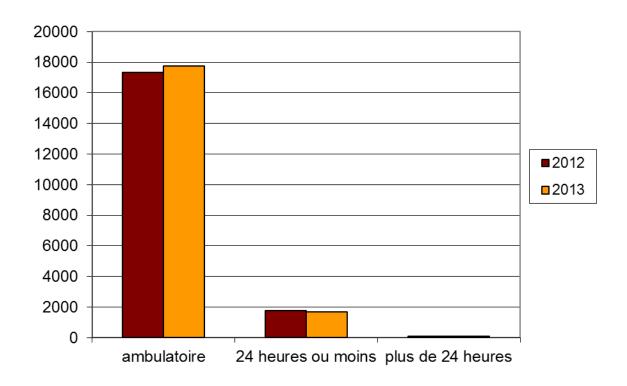
### Anesthésie



# 11. Durée d'hospitalisation

type	nor	nbre	%		
	2012	2013	2012	2013	
ambulatoire	17324	17768	90,44	90,88	
24 heures ou moins	1752	1693	9,15	8,66	
plus de 24 heures	79	90	0,41	0,46	
total	19155	19551	100,00	100,00	
pas de réponse	0	0			
total général	19155	19551			

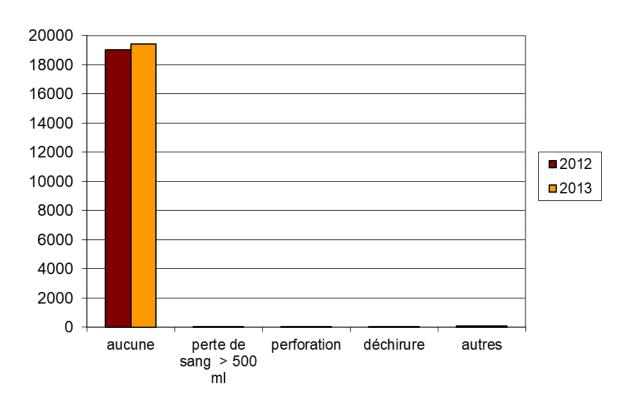
# Durée d'hospitalisation



# 12. Complications

type	non	nbre	%		
	2012	2013	2012	2013	
aucune	19016	19410	99,27	99,28	
perte de sang > 500 ml	43	46	0,22	0,24	
perforation	10	14	0,05	0,07	
déchirure	15	8	0,08	0,04	
autres	71	73	0,37	0,37	
total	19155	19551	100,00	100,00	
pas de réponse	0	0			
total général	19155	19551			

## Complications



# 2. TABULATIONS CROISEES

### 1. SITUATIONS DE DETRESSE

# 1.1. Domicile de la femme invoquant une situation de détresse matérielle (catégorie C)

domicile	nombr	e d'IVG	ave	ec C	% avec C	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Anvers	3061	3076	520	546	12,36	12,25
Flandre occidentale	1139	1116	130	206	3,09	4,62
Flandre orientale	1723	1750	178	197	4,23	4,42
Hainaut	2762	2746	864	807	20,54	18,10
Liège	2247	2234	527	617	12,53	13,84
Limbourg	985	1005	63	69	1,50	1,55
Luxembourg	408	421	103	97	2,45	2,18
Namur	802	831	270	290	6,42	6,51
Brabant flamand	1047	1121	149	209	3,54	4,69
Brabant wallon	626	626	162	208	3,85	4,67
Bruxelles - Capitale	4236	4497	1223	1180	29,07	26,47
A l'étranger	119	128	18	32	0,43	0,72
total	19155	19551	4207	4458	100,00	100,00

# 1.2. Domicile de la femme invoquant une situation de détresse personnelle (catégorie B)

domicile	nombr	e d'IVG	av	ec B	% a\	rec B
	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Anvers	3061	3076	2544	2367	16,57	15,51
Flandre occidentale	1139	1116	959	1003	6,25	6,57
Flandre orientale	1723	1750	1384	1438	9,01	9,42
Hainaut	2762	2746	2086	2015	13,59	13,21
Liège	2247	2234	1855	1814	12,08	11,89
Limbourg	985	1005	835	879	5,44	5,76
Luxembourg	408	421	308	305	2,01	2,00
Namur	802	831	588	637	3,83	4,17
Brabant flamand	1047	1121	927	940	6,04	6,16
Brabant wallon	626	626	514	527	3,35	3,45
Bruxelles-Capitale	4236	4497	3255	3236	21,20	21,21
A l'étranger	119	128	99	97	0,64	0,64
total	19155	19551	15354	15258	100,00	100,00

Ces deux tableaux reprennent la province d'origine des patientes ayant invoqué au moins une situation de détresse matérielle et/ou personnelle.

# 1.3. Situation de détresse et âge

situation de détresse	10	-14	15	15-19 20		)-24 25-		-29
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
santé	2	2	30	39	153	153	298	295
sit. détresse personnelle	115	92	2925	2901	4110	4034	2889	2822
sit. détresse matérielle	7	1	360	336	1309	1409	1220	1317
problèmes relationnels	8	2	469	512	1699	1764	1889	1936
viol - inceste	3	3	8	10	22	9	19	17
réfugiée politique	1	0	42	38	152	133	168	138
autres	2	1	20	30	94	120	79	109
total	138	101	3854	3866	7539	7622	6562	6634

situation de détresse	30-	-34	35	-39	40	)-44	45	-49	50	0-54
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
santé	341	335	212	268	90	116	11	4	0	1
sit. détresse personnelle	2479	2418	1774	1919	954	978	105	91	3	3
sit. détresse matérielle	794	861	407	435	101	96	9	3	0	0
problèmes relationnels	1516	1527	826	847	241	251	14	7	1	0
viol - inceste	11	10	5	6	4	2	0	0	0	0
réfugiée politique	109	132	48	48	13	8	1	0	0	0
autres	81	105	36	48	9	26	0	1	0	0
total	5331	5388	3308	3571	1412	1477	140	106	4	4

situation de détresse	10-14		15-19		20-24		25-29	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
santé	1,45	1,98	0,78	1,01	2,03	2,01	4,54	4,45
sit. détresse personnelle	83,33	91,09	75,90	75,04	54,52	52,93	44,03	42,54
sit. détresse matérielle	5,07	0,99	9,34	8,69	17,36	18,49	18,59	19,85
problèmes relationnels	5,80	1,98	12,17	13,24	22,54	23,14	28,79	29,18
viol - inceste	2,17	2,97	0,21	0,26	0,29	0,12	0,29	0,26
réfugiée politique	0,72	0,00	1,09	0,98	2,02	1,74	2,56	2,08
autres	1,45	0,99	0,52	0,78	1,25	1,57	1,20	1,64
total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

situation de détresse	30-34		35-39		40-44		45-49		50-54	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
santé	6,40	6,22	6,41	7,50	6,37	7,85	7,86	3,77	0,00	25,00
sit. détresse personnelle	46,50	44,88	53,63	53,74	67,56	66,22	75,00	85,85	75,00	75,00
sit. détresse matérielle	14,89	15,98	12,30	12,18	7,15	6,50	6,43	2,83	0,00	0,00
problèmes relationnels	28,44	28,34	24,97	23,72	17,07	16,99	10,00	6,60	25,00	0,00
viol - inceste	0,21	0,19	0,15	0,17	0,28	0,14	0,00	0,00	0,00	0,00
réfugiée politique	2,04	2,45	1,45	1,34	0,92	0,54	0,71	0,00	0,00	0,00
autres	1,52	1,95	1,09	1,34	0,64	1,76	0,00	0,94	0,00	0,00
total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

1.3.1. Nombre

# 1.4. Situation de détresse et état civil

1.4.1. Nombre

situation de détresse	célibataire		ma	mariée		orcée	ve	veuve	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	
santé	626	673	443	470	63	68	5	2	
sit. détresse personnelle	11103	11042	3493	3506	722	671	36	39	
sit. détresse matérielle	3140	3367	849	872	208	211	10	8	
problèmes relationnels	4952	5223	926	903	754	687	31	33	
viol - inceste	49	38	14	10	9	9	0	0	
réfugiée politique	387	344	122	120	19	28	6	5	
autres	221	322	73	87	22	29	5	2	
total	20478	21009	5920	5968	1797	1703	93	89	

1.4.2. Pourcentage

situation de détresse	céli	célibataire		mariée		divorcée		/euve
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
santé	3,06	3,20	7,48	7,88	3,51	3,99	5,38	2,25
sit. détresse personnelle	54,22	52,56	59,00	58,75	40,18	39,40	38,71	43,82
sit. détresse matérielle	15,33	16,03	14,34	14,61	11,57	12,39	10,75	8,99
problèmes relationnels	24,18	24,86	15,64	15,13	41,96	40,34	33,33	37,08
viol - inceste	0,24	0,18	0,24	0,17	0,50	0,53	0,00	0,00
réfugiée politique	1,89	1,64	2,06	2,01	1,06	1,64	6,45	5,62
autres	1,08	1,53	1,23	1,46	1,22	1,70	5,38	2,25
total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

# 1.5. Situation de détresse et nombre d'enfant(s)

	situation de détresse		)	1			2		3	)
	Situation de detresse	2012	2013		2013	2012		2		2013
	santé	312	352	<b>2012</b> 334	355	269	<b>201</b>		<b>2012</b> 146	133
	sit. détresse personnelle	7505	7414	2744	2677	2884	293		1390	1382
	sit. détresse matérielle	1857	1969	1157	1193	769	840		293	295
	problèmes relationnels	3410	3414	1695	1854	1021	103		386	376
	viol - inceste	37	33	1693	11	13	5	3	4	5
a)	réfugiée politique	284	248	128	116	79	80		27	31
þ	autres	153	222	78	106	54	71		20	29
Ξ										
9	total	13558	13652	6152	6312	5089	527	2	2266	2251
1.5.1. Nombre	situation de détresse	4	1	Ę	5		>5			
7		2012	2013	2012	2013	2012	201	3		
7.	santé	62	45	10	14	4	16			
`	sit. détresse personnelle	558	564	159	166	114	116			
	sit. détresse matérielle	94	110	25	35	12	16			
	problèmes relationnels	117	109	23	39	11	15			
	viol - inceste	2	2	0	0	0	1			
	réfugiée politique	12	12	1	6	3	4			
	autres	11	6	4	3	1	3			
	total	856	848	222	263	145	17	1		
	situation de détresse		0	1		2			3	
	situation de détresse							2012	3 2013	
	situation de détresse santé	<b>2012</b> 2,30	2013 2,58	<b>2012</b> 5,43	<b>2013</b> 5,62	<b>2012</b> 5,29	<b>2013</b> 5,65	<b>2012</b> 6,44	<b>3 2013</b> 5,91	
		2012	2013	2012	2013	2012	2013		2013	
	santé	<b>2012</b> 2,30	<b>2013</b> 2,58	<b>2012</b> 5,43	<b>2013</b> 5,62	<b>2012</b> 5,29	<b>2013</b> 5,65	6,44	<b>2013</b> 5,91	
	santé sit. détresse personnelle	2012 2,30 55,35	<b>2013</b> 2,58 54,31	<b>2012</b> 5,43 44,60	<b>2013</b> 5,62 42,41	<b>2012</b> 5,29 56,67	<b>2013</b> 5,65 55,75	6,44 61,34	<b>2013</b> 5,91 61,39	
əf	santé sit. détresse personnelle sit. détresse matérielle	2012 2,30 55,35 13,70	2013 2,58 54,31 14,42	<b>2012</b> 5,43 44,60 18,81	<b>2013</b> 5,62 42,41 18,90	<b>2012</b> 5,29 56,67 15,11	2013 5,65 55,75 15,93	6,44 61,34 12,93	<b>2013</b> 5,91 61,39 13,11	
tage	santé sit. détresse personnelle sit. détresse matérielle problèmes relationnels	2012 2,30 55,35 13,70 25,15	2013 2,58 54,31 14,42 25,01	5,43 44,60 18,81 27,55	2013 5,62 42,41 18,90 29,37	5,29 56,67 15,11 20,06	2013 5,65 55,75 15,93 19,71	6,44 61,34 12,93 17,03	5,91 61,39 13,11 16,70	
entage	santé sit. détresse personnelle sit. détresse matérielle problèmes relationnels viol - inceste	2012 2,30 55,35 13,70 25,15 0,27	2013 2,58 54,31 14,42 25,01 0,24	2012 5,43 44,60 18,81 27,55 0,26	2013 5,62 42,41 18,90 29,37 0,17	5,29 56,67 15,11 20,06 0,26	5,65 55,75 15,93 19,71 0,09	6,44 61,34 12,93 17,03 0,18	5,91 61,39 13,11 16,70 0,22	
rcentage	santé sit. détresse personnelle sit. détresse matérielle problèmes relationnels viol - inceste réfugiée politique	2012 2,30 55,35 13,70 25,15 0,27 2,09	2013 2,58 54,31 14,42 25,01 0,24 1,82	2012 5,43 44,60 18,81 27,55 0,26 2,08	2013 5,62 42,41 18,90 29,37 0,17 1,84 1,68	2012 5,29 56,67 15,11 20,06 0,26 1,55	2013 5,65 55,75 15,93 19,71 0,09 1,52 1,35	6,44 61,34 12,93 17,03 0,18 1,19 0,88	2013 5,91 61,39 13,11 16,70 0,22 1,38 1,29	
	santé sit. détresse personnelle sit. détresse matérielle problèmes relationnels viol - inceste réfugiée politique autres	2012 2,30 55,35 13,70 25,15 0,27 2,09 1,13	2013 2,58 54,31 14,42 25,01 0,24 1,82 1,63	2012 5,43 44,60 18,81 27,55 0,26 2,08 1,27	2013 5,62 42,41 18,90 29,37 0,17 1,84 1,68	5,29 56,67 15,11 20,06 0,26 1,55 1,06	2013 5,65 55,75 15,93 19,71 0,09 1,52 1,35	6,44 61,34 12,93 17,03 0,18 1,19 0,88	2013 5,91 61,39 13,11 16,70 0,22 1,38 1,29	
	santé sit. détresse personnelle sit. détresse matérielle problèmes relationnels viol - inceste réfugiée politique autres	2012 2,30 55,35 13,70 25,15 0,27 2,09 1,13	2013 2,58 54,31 14,42 25,01 0,24 1,82 1,63	2012 5,43 44,60 18,81 27,55 0,26 2,08 1,27	2013 5,62 42,41 18,90 29,37 0,17 1,84 1,68 100,00	5,29 56,67 15,11 20,06 0,26 1,55 1,06	2013 5,65 55,75 15,93 19,71 0,09 1,52 1,35	6,44 61,34 12,93 17,03 0,18 1,19 0,88	2013 5,91 61,39 13,11 16,70 0,22 1,38 1,29	
Pourc	santé sit. détresse personnelle sit. détresse matérielle problèmes relationnels viol - inceste réfugiée politique autres total	2012 2,30 55,35 13,70 25,15 0,27 2,09 1,13	2013 2,58 54,31 14,42 25,01 0,24 1,82 1,63 100,00	2012 5,43 44,60 18,81 27,55 0,26 2,08 1,27 100,00	2013 5,62 42,41 18,90 29,37 0,17 1,84 1,68 100,00	5,29 56,67 15,11 20,06 0,26 1,55 1,06	2013 5,65 55,75 15,93 19,71 0,09 1,52 1,35	6,44 61,34 12,93 17,03 0,18 1,19 0,88	2013 5,91 61,39 13,11 16,70 0,22 1,38 1,29	
Pourc	santé sit. détresse personnelle sit. détresse matérielle problèmes relationnels viol - inceste réfugiée politique autres total	2012 2,30 55,35 13,70 25,15 0,27 2,09 1,13 100,00	2013 2,58 54,31 14,42 25,01 0,24 1,82 1,63 100,00	2012 5,43 44,60 18,81 27,55 0,26 2,08 1,27 100,00	2013 5,62 42,41 18,90 29,37 0,17 1,84 1,68 100,00	5,29 56,67 15,11 20,06 0,26 1,55 1,06 100,00	2013 5,65 55,75 15,93 19,71 0,09 1,52 1,35 100,00	6,44 61,34 12,93 17,03 0,18 1,19 0,88	2013 5,91 61,39 13,11 16,70 0,22 1,38 1,29	
Pourc	santé sit. détresse personnelle sit. détresse matérielle problèmes relationnels viol - inceste réfugiée politique autres total situation de détresse	2012 2,30 55,35 13,70 25,15 0,27 2,09 1,13 100,00	2013 2,58 54,31 14,42 25,01 0,24 1,82 1,63 100,00	2012 5,43 44,60 18,81 27,55 0,26 2,08 1,27 100,00 5 2012	2013 5,62 42,41 18,90 29,37 0,17 1,84 1,68 100,00	2012 5,29 56,67 15,11 20,06 0,26 1,55 1,06 100,00	2013 5,65 55,75 15,93 19,71 0,09 1,52 1,35 100,00	6,44 61,34 12,93 17,03 0,18 1,19 0,88	2013 5,91 61,39 13,11 16,70 0,22 1,38 1,29	
	santé sit. détresse personnelle sit. détresse matérielle problèmes relationnels viol - inceste réfugiée politique autres total situation de détresse santé	2012 2,30 55,35 13,70 25,15 0,27 2,09 1,13 100,00	2013 2,58 54,31 14,42 25,01 0,24 1,82 1,63 100,00 4 2013 5,31	2012 5,43 44,60 18,81 27,55 0,26 2,08 1,27 100,00 5 2012 4,50	2013 5,62 42,41 18,90 29,37 0,17 1,84 1,68 100,00 2013 5,32	2012 5,29 56,67 15,11 20,06 0,26 1,55 1,06 100,00 >2012 2,76	2013 5,65 55,75 15,93 19,71 0,09 1,52 1,35 100,00 5 2013 9,36	6,44 61,34 12,93 17,03 0,18 1,19 0,88	2013 5,91 61,39 13,11 16,70 0,22 1,38 1,29	
Pourc	santé sit. détresse personnelle sit. détresse matérielle problèmes relationnels viol - inceste réfugiée politique autres total  situation de détresse santé sit. détresse personnelle	2012 2,30 55,35 13,70 25,15 0,27 2,09 1,13 100,00 2012 7,24 65,19	2013 2,58 54,31 14,42 25,01 0,24 1,82 1,63 100,00 4 2013 5,31 66,51	2012 5,43 44,60 18,81 27,55 0,26 2,08 1,27 100,00 5 2012 4,50 71,62	2013 5,62 42,41 18,90 29,37 0,17 1,84 1,68 100,00 2013 5,32 63,12	2012 5,29 56,67 15,11 20,06 0,26 1,55 1,06 100,00 2012 2,76 78,62	2013 5,65 55,75 15,93 19,71 0,09 1,52 1,35 100,00  5 2013 9,36 67,84	6,44 61,34 12,93 17,03 0,18 1,19 0,88	2013 5,91 61,39 13,11 16,70 0,22 1,38 1,29	
Pourc	santé sit. détresse personnelle sit. détresse matérielle problèmes relationnels viol - inceste réfugiée politique autres total  situation de détresse santé sit. détresse personnelle sit. détresse matérielle	2012 2,30 55,35 13,70 25,15 0,27 2,09 1,13 100,00  2012 7,24 65,19 10,98	2013 2,58 54,31 14,42 25,01 0,24 1,82 1,63 100,00 4 2013 5,31 66,51 12,97	2012 5,43 44,60 18,81 27,55 0,26 2,08 1,27 100,00  5 2012 4,50 71,62 11,26	2013 5,62 42,41 18,90 29,37 0,17 1,84 1,68 100,00 2013 5,32 63,12 13,31	2012 5,29 56,67 15,11 20,06 0,26 1,55 1,06 100,00 > 2012 2,76 78,62 8,28	2013 5,65 55,75 15,93 19,71 0,09 1,52 1,35 100,00  5 2013 9,36 67,84 9,36	6,44 61,34 12,93 17,03 0,18 1,19 0,88	2013 5,91 61,39 13,11 16,70 0,22 1,38 1,29	
Pourc	santé sit. détresse personnelle sit. détresse matérielle problèmes relationnels viol - inceste réfugiée politique autres total  situation de détresse  santé sit. détresse personnelle sit. détresse matérielle problèmes relationnels	2012 2,30 55,35 13,70 25,15 0,27 2,09 1,13 100,00  2012 7,24 65,19 10,98 13,67	2013 2,58 54,31 14,42 25,01 0,24 1,82 1,63 100,00 4 2013 5,31 66,51 12,97 12,85	2012 5,43 44,60 18,81 27,55 0,26 2,08 1,27 100,00 5 2012 4,50 71,62 11,26 10,36	2013 5,62 42,41 18,90 29,37 0,17 1,84 1,68 100,00 2013 5,32 63,12 13,31 14,83	2012 5,29 56,67 15,11 20,06 0,26 1,55 1,06 100,00 2012 2,76 78,62 8,28 7,59	2013 5,65 55,75 15,93 19,71 0,09 1,52 1,35 100,00 5 2013 9,36 67,84 9,36 8,77	6,44 61,34 12,93 17,03 0,18 1,19 0,88	2013 5,91 61,39 13,11 16,70 0,22 1,38 1,29	

total

100,00

100,00

100,00

100,00

100,00 100,00

# 2. METHODE DE CONTRACEPTION

# 2.1. Méthode de contraception et tranches d'âge

méthode	10	-14	15	-19	20	-24	25	-29
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
aucune	52	46	1021	1074	1858	2002	1902	1987
coït interrompu	1	0	39	38	96	102	127	107
abstinence périodique	1	0	27	22	104	105	145	155
spermicides	0	0	0	0	0	0	2	1
diaphragme	0	0	3	3	6	6	5	12
préservatif	26	16	422	428	633	673	624	622
pilule	7	9	696	644	1844	1734	1505	1406
injection contraceptive	1	1	4	7	18	20	14	12
DIU	0	0	10	10	31	27	42	62
stérilisation homme	0	0	0	1	1	2	3	5
stérilisation femme	0	0	0	0	1	0	4	2
stérilisation des deux	0	0	0	0	0	0	0	0
pilule du lendemain	0	2	31	34	87	68	77	84
implant	0	0	2	3	5	5	9	6
patch	0	0	18	18	40	55	57	52
anneau vaginal	0	0	28	14	89	100	93	124
méthode N.F.P.	0	0	1	2	3	4	4	18
autres	0	0	0	0	7	2	8	11
total	88	74	2302	2298	4823	4905	4621	4666

pre
_
Ξ
<u>o</u>
ž
ς.
$\overline{}$
<u>ار</u>

méthode	30	)-34	35	-39	40	-44	45	-49	50	)-54
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
aucune	1647	1731	1015	1157	432	481	50	32	2	0
coït interrompu	89	125	91	97	26	37	3	5	0	0
abstinence périodique	209	205	161	156	73	69	8	5	0	0
spermicides	0	4	1	1	1	1	0	1	0	0
diaphragme	8	6	2	2	0	0	0	0	0	0
préservatif	532	542	386	389	157	150	18	12	0	1
pilule	1100	1065	597	586	194	198	16	11	1	1
injection contraceptive	13	9	11	5	1	0	0	0	0	0
DIU	56	61	39	49	18	16	1	0	0	0
stérilisation homme	13	12	9	7	8	4	0	0	0	0
stérilisation femme	4	5	5	3	1	2	0	0	0	0
stérilisation des deux	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
pilule du lendemain	56	62	32	36	10	10	0	0	0	0
implant	3	8	7	3	2	3	0	0	0	0
patch	41	31	27	14	10	9	0	2	0	0
anneau vaginal	71	69	33	38	12	20	0	0	0	0
méthode N.F.P.	6	23	4	14	0	5	0	1	0	0
autres	4	8	5	5	0	3	0	0	0	0
total	3852	3966	2425	2563	945	1008	96	69	3	2

méthode	10-	14	15	5-19	20-	24	25	-29
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
aucune	59,09	62,16	44,35	46,74	38,52	40,82	41,16	42,58
coït interrompu	1,14	0,00	1,69	1,65	1,99	2,08	2,75	2,29
abstinence périodique	1,14	0,00	1,17	0,96	2,16	2,14	3,14	3,32
spermicides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,04	0,02
diaphragme	0,00	0,00	0,13	0,13	0,12	0,12	0,11	0,26
préservatif	29,55	21,62	18,33	18,62	13,12	13,72	13,50	13,33
pilule	7,95	12,16	30,23	28,02	38,23	35,35	32,57	30,13
injection contraceptive	1,14	1,35	0,17	0,30	0,37	0,41	0,30	0,26
DIU	0,00	0,00	0,43	0,44	0,64	0,55	0,91	1,33
stérilisation homme	0,00	0,00	0,00	0,04	0,02	0,04	0,06	0,11
stérilisation femme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,02	0,00	0,09	0,04
stérilisation des deux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
pilule du lendemain	0,00	2,70	1,35	1,48	1,80	1,39	1,67	1,80
implant	0,00	0,00	0,09	0,13	0,10	0,10	0,19	0,13
patch	0,00	0,00	0,78	0,78	0,83	1,12	1,23	1,11
anneau vaginal	0,00	0,00	1,22	0,61	1,85	2,04	2,01	2,66
méthode N.F.P.	0,00	0,00	0,04	0,09	0,06	0,08	0,09	0,39
autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,15	0,04	0,17	0,24
total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

méthode	30-	34	35	5-39	40-	44	45	5-49	50-	-54
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
aucune	42,76	43,65	41,86	45,14	45,71	47,72	52,08	46,38	66,67	0,00
coït interrompu	2,31	3,15	3,75	3,78	2,75	3,67	3,13	7,25	0,00	0,00
abstinence périodique	5,43	5,17	6,64	6,09	7,72	6,85	8,33	7,25	0,00	0,00
spermicides	0,00	0,10	0,04	0,04	0,11	0,10	0,00	1,45	0,00	0,00
diaphragme	0,21	0,15	0,08	0,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
préservatif	13,81	13,67	15,92	15,18	16,61	14,88	18,75	17,39	0,00	33,33
pilule	28,56	26,85	24,62	22,86	20,53	19,64	16,67	15,94	33,33	33,33
injection contraceptive	0,34	0,23	0,45	0,20	0,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DIU	1,45	1,54	1,61	1,91	1,90	1,59	1,04	0,00	0,00	0,00
stérilisation homme	0,34	0,30	0,37	0,27	0,85	0,40	0,00	0,00	0,00	0,00
stérilisation femme	0,10	0,13	0,21	0,12	0,11	0,20	0,00	0,00	0,00	0,00
stérilisation des deux	0,00	0,00	0,00	0,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
pilule du lendemain	1,45	1,56	1,32	1,40	1,06	0,99	0,00	0,00	0,00	0,00
implant	0,08	0,20	0,29	0,12	0,21	0,30	0,00	0,00	0,00	0,00
patch	1,06	0,78	1,11	0,55	1,06	0,89	0,00	2,90	0,00	0,00
anneau vaginal	1,84	1,74	1,36	1,48	1,27	1,98	0,00	0,00	0,00	0,00
méthode N.F.P.	0,16	0,58	0,16	0,55	0,00	0,50	0,00	1,45	0,00	0,00
autres	0,10	0,20	0,21	0,20	0,00	0,30	0,00	0,00	0,00	0,00
total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

# 2.2. Méthode de contraception et état civil

_	
Œ	)
ombre	1
7	5
_	4
	3
⊆	4
~	5
C	,
7	7
_	
$\overline{}$	
0	1
"	ı
'	3
0	ı
-	1

méthode	célik	oataire	ma	riée	divo	rcée	veuve		
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	
aucune	5503	5910	1891	2009	550	553	35	38	
coït interrompu	284	319	157	155	31	37	0	0	
abstinence périodique	402	406	278	257	47	52	1	2	
spermicides	2	6	2	2	0	0	0	0	
diaphragme	21	16	2	11	1	2	0	0	
préservatif	2023	2079	591	600	172	150	12	4	
pilule	4433	4260	1205	1105	313	277	9	12	
injection contraceptive	43	41	18	11	1	2	0	0	
DIU	113	114	70	102	12	9	2	0	
stérilisation homme	14	13	15	17	4	1	1	0	
stérilisation femme	5	6	10	5	0	1	0	0	
stérilisation des deux	0	1	0	0	0	0	0	0	
pilule du lendemain	227	231	38	47	26	16	2	2	
implant	21	19	3	6	3	3	1	0	
patch	121	126	63	40	9	14	0	1	
anneau vaginal	264	274	43	69	18	22	1	0	
méthode N.F.P.	13	38	4	23	1	6	0	0	
autres	12	11	11	17	0	1	1	0	
total	13501	13870	4401	4476	1188	1146	65	59	

2.2.2. Pourcentage

méthode	célib	ataire	ma	riée	divo	rcée	veı	ıve
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
aucune	40,76	42,61	42,97	44,88	46,30	48,25	53,85	64,41
coït interrompu	2,10	2,30	3,57	3,46	2,61	3,23	0,00	0,00
abstinence périodique	2,98	2,93	6,32	5,74	3,96	4,54	1,54	3,39
spermicides	0,01	0,04	0,05	0,04	0,00	0,00	0,00	0,00
diaphragme	0,16	0,12	0,05	0,25	0,08	0,17	0,00	0,00
préservatif	14,98	14,99	13,43	13,40	14,48	13,09	18,46	6,78
pilule	32,83	30,71	27,38	24,69	26,35	24,17	13,85	20,34
injection contraceptive	0,32	0,30	0,41	0,25	0,08	0,17	0,00	0,00
DIU	0,84	0,82	1,59	2,28	1,01	0,79	3,08	0,00
stérilisation homme	0,10	0,09	0,34	0,38	0,34	0,09	1,54	0,00
stérilisation femme	0,04	0,04	0,23	0,11	0,00	0,09	0,00	0,00
stérilisation des deux	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
pilule du lendemain	1,68	1,67	0,86	1,05	2,19	1,40	3,08	3,39
implant	0,16	0,14	0,07	0,13	0,25	0,26	1,54	0,00
patch	0,90	0,91	1,43	0,89	0,76	1,22	0,00	1,69
anneau vaginal	1,96	1,98	0,98	1,54	1,52	1,92	1,54	0,00
méthode N.F.P.	0,10	0,27	0,09	0,51	0,08	0,52	0,00	0,00
autres	0,09	0,08	0,25	0,38	0,00	0,09	1,54	0,00
total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

## 2.3. Méthode de contraception et nombre d'enfant(s)

méthode	(	)		1		2	3	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
aucune	3614	3809	1909	1997	1415	1608	667	666
coït interrompu	174	189	114	98	105	131	53	60
abstinence périodique	255	253	138	132	213	189	70	102
spermicides	1	3	2	1	0	2	0	1
diaphragme	12	14	6	5	4	5	2	5
préservatif	1489	1454	504	532	509	546	213	196
pilule	2715	2564	1353	1340	1134	1032	489	479
injection contraceptive	21	18	13	11	10	11	6	7
DIU	42	48	51	63	57	71	28	30
stérilisation homme	5	4	4	4	12	11	9	7
stérilisation femme	1	0	3	0	3	5	5	3
stérilisation des deux	0	0	0	0	0	1	0	0
pilule du lendemain	158	159	65	63	48	44	14	21
implant	7	16	4	3	10	2	5	6
patch	74	77	39	38	44	35	23	18
anneau vaginal	175	182	62	88	59	65	20	21
méthode N.F.P.	11	25	4	12	1	18	2	7
autres	2	4	7	9	7	8	3	5
total	8756	8819	4278	4396	3631	3784	1609	1634

méthode		4		5	>	<b>-</b> 5
	2012	2013	2012	2013	2012	2013
aucune	253	272	64	85	57	73
coït interrompu	19	22	5	9	2	2
abstinence périodique	38	33	10	4	4	4
spermicides	1	1	0	0	0	0
diaphragme	0	0	0	0	0	0
préservatif	59	75	20	22	4	8
pilule	191	158	50	55	28	26
injection contraceptive	3	6	4	1	5	0
DIU	17	8	0	2	2	3
stérilisation homme	2	5	0	0	2	0
stérilisation femme	1	2	1	2	1	0
stérilisation des deux	0	0	0	0	0	0
pilule du lendemain	6	8	2	0	0	1
implant	2	1	0	0	0	0
patch	10	8	2	4	1	1
anneau vaginal	8	8	1	1	1	0
méthode N.F.P.	0	4	0	0	0	1
autres	2	2	3	0	0	1
total	612	613	162	185	107	120

méthode	(	)	1		2			3
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
aucune	41,27	43,19	44,62	45,43	38,97	42,49	41,45	40,76
coït interrompu	1,99	2,14	2,66	2,23	2,89	3,46	3,29	3,67
abstinence périodique	2,91	2,87	3,23	3,00	5,87	4,99	4,35	6,24
spermicides	0,01	0,03	0,05	0,02	0,00	0,05	0,00	0,06
diaphragme	0,14	0,16	0,14	0,11	0,11	0,13	0,12	0,31
préservatif	17,01	16,49	11,78	12,10	14,02	14,43	13,24	12,00
pilule	31,01	29,07	31,63	30,48	31,23	27,27	30,39	29,31
injection contraceptive	0,24	0,20	0,30	0,25	0,28	0,29	0,37	0,43
DIU	0,48	0,54	1,19	1,43	1,57	1,88	1,74	1,84
stérilisation homme	0,06	0,05	0,09	0,09	0,33	0,29	0,56	0,43
stérilisation femme	0,01	0,00	0,07	0,00	0,08	0,13	0,31	0,18
stérilisation des deux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,03	0,00	0,00
pilule du lendemain	1,80	1,80	1,52	1,43	1,32	1,16	0,87	1,29
implant	0,08	0,18	0,09	0,07	0,28	0,05	0,31	0,37
patch	0,85	0,87	0,91	0,86	1,21	0,92	1,43	1,10
anneau vaginal	2,00	2,06	1,45	2,00	1,62	1,72	1,24	1,29
méthode N.F.P.	0,13	0,28	0,09	0,27	0,03	0,48	0,12	0,43
autres	0,02	0,05	0,16	0,20	0,19	0,21	0,19	0,31
total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

méthode	4	4		5	>	5
	2012	2013	2012	2013	2012	2013
aucune	41,34	44,37	39,51	45,95	53,27	60,83
coït interrompu	3,10	3,59	3,09	4,86	1,87	1,67
abstinence périodique	6,21	5,38	6,17	2,16	3,74	3,33
spermicides	0,16	0,16	0,00	0,00	0,00	0,00
diaphragme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
préservatif	9,64	12,23	12,35	11,89	3,74	6,67
pilule	31,21	25,77	30,86	29,73	26,17	21,67
injection contraceptive	0,49	0,98	2,47	0,54	4,67	0,00
DIU	2,78	1,31	0,00	1,08	1,87	2,50
stérilisation homme	0,33	0,82	0,00	0,00	1,87	0,00
stérilisation femme	0,16	0,33	0,62	1,08	0,93	0,00
stérilisation des deux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
pilule du lendemain	0,98	1,31	1,23	0,00	0,00	0,83
implant	0,33	0,16	0,00	0,00	0,00	0,00
patch	1,63	1,31	1,23	2,16	0,93	0,83
anneau vaginal	1,31	1,31	0,62	0,54	0,93	0,00
méthode N.F.P.	0,00	0,65	0,00	0,00	0,00	0,83
autres	0,33	0,33	1,85	0,00	0,00	0,83
total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

### 3. METHODE D'INTERRUPTION DE GROSSESSE

## 3.1. Méthode d'interruption de grossesse et complications

comp	lication	aspir	ation	cure	tage	prostag	landine
		2012	2013	2012	2013	2012	2013
au	cune	13384	13622	1005	965	174	123
hémo	orragie	18	19	9	14	2	1
perfo	oration	5	9	5	5	0	0
déc	hirure	6	2	9	6	0	0
au	itres	38	40	0	1	0	3
to	otal	13451	13692	1028	991	176	127
						,	
comp	lication	mifépi	ristone	mifépr.+	curetage	autres	
		2012	2013	2012	2013	2012	2013
au	cune	4388	4626	48	38	17	36

complication	mifépi	mifépristone		curetage	autres	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013
aucune	4388	4626	48	38	17	36
hémorragie	14	9	0	3	0	0
perforation	0	0	0	0	0	0
déchirure	0	0	0	0	0	0
autres	27	24	1	2	5	3
total	4429	4659	49	43	22	39

	complication	aspir	aspiration		curetage		prostaglandine	
		2012	2013	2012	2013	2012	2013	
	aucune	99,50	99,49	97,76	97,38	98,86	96,85	
	hémorragie	0,13	0,14	0,88	1,41	1,14	0,79	
של 🏻	perforation	0,04	0,07	0,49	0,50	0,00	0,00	
	déchirure	0,04	0,01	0,88	0,61	0,00	0,00	
	autres	0,28	0,29	0,00	0,10	0,00	2,36	
5	total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	

complication	mifép	mifépristone		mifépr.+curetage		autres	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	
aucune	99,07	99,29	97,96	88,37	77,27	92,31	
hémorragie	0,32	0,19	0,00	6,98	0,00	0,00	
perforation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
déchirure	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
autres	0,61	0,52	2,04	4,65	22,73	7,69	
total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	

## 3.2. Méthode d'interruption de grossesse et anesthésie

4
2
2
Nombre
0
Z
_:
$\overline{}$
2.1
က

anesthésie	aspiration		cure	etage	prostaglandine		
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	
aucune	207	276	58	46	159	93	
loco-régionale	12005	11957	203	207	16	24	
narcose	1153	1008	766	737	0	7	
autres	86	451	1	1	1	3	
total	13451	13692	1028	991	176	127	

anesthésie	mifépristone		mifépr.+	curetage	autres	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013
aucune	4336	4491	14	9	13	18
loco-régionale	81	151	15	19	6	16
narcose	10	15	20	15	2	4
autres	2	2	0	0	1	1
total	4429	4659	49	43	22	39

3.2.2. Pourcentage

anesthésie	aspir	aspiration		tage	prostaglandine	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013
aucune	1,54	2,02	5,64	4,64	90,34	73,23
loco-régionale	89,25	87,33	19,75	20,89	9,09	18,90
narcose	8,57	7,36	74,51	74,37	0,00	5,51
autres	0,64	3,29	0,10	0,10	0,57	2,36
total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

anesthésie	mifépristone		mifépr.+	curetage	autres		
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	
aucune	97,90	96,39	28,57	20,93	59,09	46,15	
loco-régionale	1,83	3,24	30,61	44,19	27,27	41,03	
narcose	0,23	0,32	40,82	34,88	9,09	10,26	
autres	0,05	0,04	0,00	0,00	4,55	2,56	
total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	

## 3.3. Méthode d'interruption de grossesse et tranches d'âge

méthode	10-14		15	15-19		-24	25-29	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
aspiration	65	52	1690	1722	3455	3421	3185	3211
curetage	4	6	121	120	230	255	237	240
prostaglandine	0	1	12	10	30	28	51	32
mifépristone	19	15	468	439	1095	1187	1128	1160
mifépristone + curetage	0	0	11	7	10	12	15	10
autres	0	0	0	0	3	2	5	13
total	88	74	2302	2298	4823	4905	4621	4666

méthode	3	0-34	35	5-39	40	-44	45	-49	50-	-54
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
aspiration	2654	2751	1709	1789	627	701	65	43	1	2
curetage	232	195	143	123	50	48	10	4	1	0
prostaglandine	47	27	22	16	14	12	0	1	0	0
mifépristone	906	975	542	621	249	242	21	20	1	0
mifépristone + curetage	5	7	5	4	3	2	0	1	0	0
autres	8	11	4	10	2	3	0	0	0	0
total	3852	3966	2425	2563	945	1008	96	69	3	2

Φ
ag
ıta
cer
5
$\Xi$
<u>~</u>

3.3.1. Nombre

méthode	10	-14	15-19		20-24		25-29	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
aspiration	73,86	70,27	73,41	74,93	71,64	69,75	68,92	68,82
curetage	4,55	8,11	5,26	5,22	4,77	5,20	5,13	5,14
prostaglandine	0,00	1,35	0,52	0,44	0,62	0,57	1,10	0,69
mifépristone	21,59	20,27	20,33	19,10	22,70	24,20	24,41	24,86
mifépristone + curetage	0,00	0,00	0,48	0,30	0,21	0,24	0,32	0,21
autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,06	0,04	0,11	0,28
total	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00

méthode	30-	-34	35	-39	40-	-44	45-	49	50-	-54
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
aspiration	68,90	69,36	70,47	69,80	66,35	69,54	67,71	62,32	33,33	66,67
curetage	6,02	4,92	5,90	4,80	5,29	4,76	10,42	5,80	33,33	0,00
prostaglandine	1,22	0,68	0,91	0,62	1,48	1,19	0,00	1,45	0,00	0,00
mifépristone	23,52	24,58	22,35	24,23	26,35	24,01	21,88	28,99	33,33	0,00
mifépristone + curetage	0,13	0,18	0,21	0,16	0,32	0,20	0,00	1,45	0,00	0,00
autres	0,21	0,28	0,16	0,39	0,21	0,30	0,00	0,00	0,00	0,00
total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

.

## 3.4. Méthode d'interruption de grossesse et durée d'hospitalisation

3.4.1. Nombre

hospitalisation	aspiration		cure	etage	prostaglandine		
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	
ambulatoire	12703	12960	249	302	129	78	
24 heures ou moins	734	722	770	686	32	27	
plus de 24 heures	14	10	9	3	15	22	
total	13451	13692	1028	991	176	127	

hospitalisation	mifépristone		mifépr. +	curetage	autres		
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	
ambulatoire	4211	4404	32	23	0	1	
24 heures ou moins	198	225	12	19	6	14	
plus de 24 heures	20	30	5	1	16	24	
total	4429	4659	49	43	22	39	

3.4.2. Pourcentage

hospitalisation	aspiration		cure	etage	prostaglandine		
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	
ambulatoire	94,44	94,65	24,22	30,47	73,30	61,42	
24 heures ou moins	5,46	5,27	74,90	69,22	18,18	21,26	
plus de 24 heures	0,10	0,07	0,88	0,30	8,52	17,32	
total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	

hospitalisation	mifépristone		mifépr. +	curetage	autres		
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	
ambulatoire	95,08	94,53	65,31	53,49	0,00	2,56	
24 heures ou moins	4,47	4,83	24,49	44,19	27,27	35,90	
plus de 24 heures	0,45	0,64	10,20	2,33	72,73	61,54	
total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	

### 4. DUREE D'HOSPITALISATION

## 4.1. Durée d'hospitalisation et anesthésie

4.1.1. Nombre

hospitalisation	aucune		loco-régionale		narcose		autres	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
ambulatoire	4531	4662	12107	12184	598	470	88	452
24 heures ou moins	232	252	190	135	1330	1303	0	3
plus de 24 heures	24	19	29	55	23	13	3	3
total	4787	4933	12326	12374	1951	1786	91	458

4.1.2. %

hospitalisation	aucune		loco-ré	loco-régionale		narcose		autres	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	
ambulatoire	94,65	94,51	98,22	98,46	30,65	26,32	96,70	98,69	
24 heures ou moins	4,85	5,11	1,54	1,09	68,17	72,96	0,00	0,66	
plus de 24 heures	0,50	0,39	0,24	0,44	1,18	0,73	3,30	0,66	
total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	

## 4.2. Durée d'hospitalisation et complications

4.2.1. Nombre

hospitalisation	aucune		hémorragie		perforation		déchirure		autres	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
ambulatoire	17246	17685	15	19	2	7	2	1	59	56
24 heures ou moins	1709	1646	18	23	7	7	13	6	5	11
plus de 24 heures	61	79	10	4	1	0	0	1	7	6
total	19016	19410	43	46	10	14	15	8	71	73

4.2.2. %

hospitalisation	aucune		hémorragie		perforation		déchirure		autres	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
ambulatoire	90,69	91,11	34,88	41,30	20,00	50,00	13,33	12,50	83,10	76,71
24 heures ou moins	8,99	8,48	41,86	50,00	70,00	50,00	86,67	75,00	7,04	15,07
plus de 24 heures	0,32	0,41	23,26	8,70	10,00	0,00	0,00	12,50	9,86	8,22
	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

### **5. HOPITAL OU CENTRE**

## 5.1. Hôpital ou centre suivant le domicile de la femme

a
ē
₫
Ξ
0
9
_
$\overline{}$
Ψ.
5

domicile	hôp	hôpital		ntre	nombre d'IVG	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Anvers	23	45	3038	3031	3061	3076
Flandre occidentale	38	29	1101	1087	1139	1116
Flandre orientale	169	150	1554	1600	1723	1750
Hainaut	1529	1388	1233	1358	2762	2746
Liège	681	658	1566	1576	2247	2234
Limbourg	9	10	976	995	985	1005
Luxembourg	34	33	374	388	408	421
Namur	150	156	652	675	802	831
Brabant flamand	122	136	925	985	1047	1121
Brabant wallon	134	141	492	485	626	626
Bruxelles-Capitale	778	818	3458	3679	4236	4497
A l'étranger	13	15	106	113	119	128
total	3680	3579	15475	15972	19155	19551

5.1.2. Pourcentage (\*)

domicile	hôpital	centre	total	hôpital	centre	total
	2012	2012		2013	2013	
Anvers	0,75	99,25	100,00	1,46	98,54	100,00
Flandre occidentale	3,34	96,66	100,00	2,60	97,40	100,00
Flandre orientale	9,81	90,19	100,00	8,57	91,43	100,00
Hainaut	55,36	44,64	100,00	50,55	49,45	100,00
Liège	30,31	69,69	100,00	29,45	70,55	100,00
Limbourg	0,91	99,09	100,00	1,00	99,00	100,00
Luxembourg	8,33	91,67	100,00	7,84	92,16	100,00
Namur	18,70	81,30	100,00	18,77	81,23	100,00
Brabant flamand	11,65	88,35	100,00	12,13	87,87	100,00
Brabant wallon	21,41	78,59	100,00	22,52	77,48	100,00
Bruxelles-Capitale	18,37	81,63	100,00	18,19	81,81	100,00
A l'étranger	10,92	89,08	100,00	11,72	88,28	100,00

<sup>(\*) =</sup> pourcentage par rapport au nombre d'interruptions de grossesse par province

## 5.2. Hôpital ou centre suivant les tranches d'âge

	institution	10	-14	15	i-19	20	-24
		2012	2013	2012	2013	2012	2013
	hôpital	23	16	439	378	875	805
	centre	65	58	1863	1920	3948	4100
	total	88	74	2302	2298	4823	4905
ע							
	institution	25	-29	30	-34	35	-39
5 _		2012	2013	2012	2013	2012	2013
	hôpital	886	887	757	749	456	512
-	centre	3735	3779	3095	3217	1969	2051
	total	4621	4666	3852	3966	2425	2563
	institution	40	-44	45	-49	50	-54
		2012	2013	2012	2013	2012	2013
	hôpital	219	213	23	19	2	0
	centre	726	795	73	50	1	2
	total	945	1008	96	69	3	2

	institution	10	10-14		15-19		20-24	
		2012	2013	2012	2013	2012	2013	
	hôpital	26,14	21,62	19,07	16,45	18,14	16,41	
	centre	73,86	78,38	80,93	83,55	81,86	83,59	
	total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	
			,		,			
	institution	25	-29	30	-34	35	-39	
		2012	2013	2012	2013	2012	2013	
	hôpital	19,17	19,01	19,65	18,89	18,80	19,98	
	centre	80,83	80,99	80,35	81,11	81,20	80,02	
	total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	
_								
	institution	40	-44	45	-49	50	-54	
		2012	2013	2012	2013	2012	2013	
	hôpital	23,17	21,13	23,96	27,54	66,67	0,00	
	centre	76,83	78,87	76,04	72,46	33,33	0,00	
	total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	

## 5.3. Hôpital ou centre et complications

5.3.1. Nombre

complication	hôp	oital	centre		
	2012	2013	2012	2013	
aucune	3639	3541	15377	15869	
hémorragie	21	15	22	31	
perforation	5	2	5	12	
déchirure	6	4	9	4	
autres	9	17	62	56	
total	3680	3579	15475	15972	

5.3.2. %

complication	hôj	oital	centre		
	2012	2013	2012	2013	
aucune	98,89	98,94	99,37	99,36	
hémorragie	0,57	0,42	0,14	0,19	
perforation	0,14	0,06	0,03	0,08	
déchirure	0,16	0,11	0,06	0,03	
autres	0,24	0,47	0,40	0,35	
total	100,00	100,00	100,00	100,00	

## 5.4. Hôpital ou centre et durée d'hospitalisation

5.4.1.Nombre

durée d'hospitalisation	hô <sub>l</sub>	pital	centre		
	2012	2013	2012	2013	
ambulatoire	2267	2204	15057	15564	
24 heures ou moins	1335	1287	417	406	
plus de 24 heures	78	88	1	2	
total	3680	3579	15475	15972	

5.4.2. %

durée d'hospitalisation	hôpital		centre		
	2012	2013	2012	2013	
ambulatoire	61,60	61,58	97,30	97,45	
24 heures ou moins	36,28	35,96	2,69	2,54	
plus de 24 heures	2,12	2,46	0,01	0,01	
total	100,00	100,00	100,00	100,00	

## 5.5. Hôpital ou centre et méthode d'interruption de grossesse

	méthode	hôj	oital	cer	ntre
O		2012	2013	2012	2013
	aspiration	1687	1539	11764	12153
Nomb	curetage	472	440	556	551
ž	prostaglandine	63	107	113	20
<del>-</del> :	mifépristone	1417	1441	3012	3218
,. ,.	mifépristone + curetage	19	14	30	29
5.	autres	22	38	0	1
	total	3680	3579	15475	15972

Pourcentage	
5.5.2.	

méthode	hô	pital	centre		
	2012	2013	2012	2013	
aspiration	45,84	43,00	76,02	76,09	
curetage	12,83	12,29	3,59	3,45	
prostaglandine	1,71	2,99	0,73	0,13	
mifépristone	38,51	40,26	19,46	20,15	
mifépristone + curetage	0,52	0,39	0,19	0,18	
autres	0,60	1,06	0,00	0,01	
total	100,00	100,00	100,00	100,00	

## 5.6. Hôpital ou centre et méthode d'anesthésie

Ġ	anesthésie	hôŗ	oital	centre		
đ		2012	2013	2012	2013	
οm	aucune	1495	1536	3292	3397	
ž	loco-régionale	616	623	11710	11751	
<del>-</del> :	narcose	1565	1413	386	373	
6.	autres	4	7	87	451	
5.	total	3680	3579	15475	15972	

	anesthésie	hô	pital	centre		
%		2012	2013	2012	2013	
0	aucune	40,63	42,92	21,27	21,27	
2.	loco-régionale	16,74	17,41	75,67	73,57	
6.7	narcose	42,53	39,48	2,49	2,34	
5.	autres	0,11	0,20	0,56	2,82	
	total	100,00	100,00	100,00	100,00	

## 5.7. Hôpital ou centre et interruption de grossesse après 12 semaines

après 12 semaines				hôpital			centre			
				2	2013	3	2012	2		2013
danger	pour la mère		4		2		0			1
danger	pour l'enfant		79		102		0			1
danger pour	danger pour la mère + l'enfant total		1		2		0			0
			84		106		0			2
après 12 semaines	danger po	ur la	mère	d	langer po	ur l'er	nfant	C		ur la mère + nfant
	2012	2	2013		2012	2	013		2012	2013
hôpital	4		2		79		102		1	2
centre	0		1		0		1		0	0
total	4		3		79	1	103		1	2

#### **ANNEXE 1**

## Sous-rubrique "Autres" du document d'enregistrement d'une interruption de grossesse

Les points 1 à 5 détaillent ci-dessous les éléments enregistrés sous la sous-rubrique « autre » et qui ne peuvent être repris dans une sous-rubrique spécifique.

#### 1. « Autres » situations de détresse

Il y a eu 292 « autres » situations de détresse en 2012 et 417 en 2013.

Les raisons les plus fréquemment invoquées sont les raisons culturelles et religieuses en 2012 et le fait de ne pas être prête ou de ne pas vouloir d'enfant en 2013.

En 2012 et 2013, les raisons les moins fréquentes sont les problèmes administratifs.

RAISONS INVOQUEES	2012	2013
Pas prête - Pas de souhait d'enfant – souhait de réussir sa	47	113
carrière		
Culture - religion	71	63
Problèmes liés au géniteur (pas libre, problème de santé,	60	78
décès, prison, violence,		
Accouchement(s) trop récent(s) – jeune(s) enfant(s) -	45	53
grossesse précédente trop difficile		
Enfant(s) malade(s) ou handicapé(s)	18	17
Situation sociale	6	16
Santé et prise de médicaments	19	26
Addictions (drogues, alcool,)	5	11
Problèmes administratifs	2	8
Divers (soutien d'un malade, décès d'un proche,	19	32
prostitution, enfant(s) placé(s),)		
Total	292	417

#### 2. « Autres » méthodes de contraception<sup>1</sup>

- Allaitement / pilule d'allaitement
- Calculs Ogino Knaus
- Dispositif intra-utérin MIRENA (DIU)
- Ménopause supposée
- Méthode naturelle (dite des glaires)
- Méthode du calendrier / PERSONA
- Stérilité supposée
- Test d'ovulation
- Test d'urine
- Vasectomie du partenaire.

<sup>1</sup> Cette sous-rubrique est fréquemment utilisée quand le médecin déclare plusieurs méthodes

#### 3. « Autres » méthodes d'interruption de grossesse

- Ballon et induction
- Cytotec (misprostol)
- Cytotec + induction
- Expulsion
- Foeticide + Cytotec
- Hystérotomie + foeticide
- Mifégyne + Cytotec (= mifépristone + misoprostol)
- Mifépristone + prostaglandine

#### 4. « Autres » méthodes d'anesthésie

- Antalgique
- Epidurale
- Locorégionale + Protoxyde d'azote
- Paracervicale + Protoxyde d'azote
- Paracervicale + Protoxyde d'azote (Kalinox)
- Pompe à morphine (PCA)
- Sédation
- Voie intraveineuse

#### 5. « Autres » complications

- Aspiration impossible à finaliser
- Choc anaphylactique
- Chute de tension
- Délivrance manuelle sous anesthésie générale
- Difficultés psychologiques
- Douleurs importantes
- Echec du Cytotec
- Echec du curetage et second curetage avec enlèvement en spirale difficile
- Echec de la méthode et transfert à l'hôpital
- Etat du col (= dilatation difficile) compliquant la purge
- Expulsion spontanée après la Mifégyne (= avant le Cytotec)
- Fausse voie
- Grossesse extra-utérine (GEU)
- Hyperthermie
- Malaise/choc vagal (perte de connaissance et recours au SMUR)
- Placement d'un cathéter Foley
- Perte de sang supérieure à 500 ml.
- Présence de myome utérin (curetage non réalisé)
- (Re)aspiration de restes placentaires
- Rétention et seconde aspiration
- Sac introuvable
- Septicémie
- Stress (= crise d'angoisse crise de tétanie)

#### **ANNEXE 2**

#### Les interruptions de grossesse au-delà du délai de douze semaines

L'article 350, 4°, du Code pénal stipule que « l'interruption de grossesse peut être pratiquée au-delà du délai de douze semaines sous les conditions prévues à l'article 350, 1°, b), 2° et 3° du même Code, lorsque la poursuite de la grossesse met en péril grave la santé de la femme ou lorsqu'il est certain que l'enfant à naître sera atteint d'une affection d'une particulière gravité et reconnue comme incurable au moment du diagnostic ».

En 2012, 84 interruptions de grossesse pratiquées au-delà du délai de 12 semaines ont été enregistrées; en 2013, ce nombre s'élevait à 108.

Ces interruptions de grossesse se répartissent comme suit :

après 12 semaines	hôpital			centre		
	2012	2013	2012	2013		
danger pour la mère	4	2	0	1		
danger pour l'enfant	79	102	0	1		
danger pour la mère + l'enfant	1	2	0	0		
total	84	106	0	2		

après 12 semaines	danger pour la mère		danger po	ur l'enfant	danger pour la mère + l'enfant		
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	
hôpital	4	2	79	102	1	2	
centre	0	1	0	1	0	0	
total	4	3	79	103	1	2	

A l'examen des documents d'enregistrement, les raisons invoquées pour pratiquer ces interruptions de grossesse sont les suivantes :

#### 1. Péril grave pour la femme

- Cancer du col de l'utérus
- Chorioamniotite
- Dépression
- Pré-éclampsie (sévère)
- Problèmes psychiatriques / troubles psychotiques

#### 2. Affections graves et incurables de l'enfant

Ces affections peuvent être isolées ou associées entre elles.

#### 2.1. Affections chromosomiques

Anomalie chromosomique (du cerveau)

- Hygroma kystique cervical
- Malformation génétique héréditaire sur le chromosome 7
- Monosomie 6
- Syndrome de Leujeune (Syndrome du cri du chat)
- Syndrome du triple X (47XXX)
- Syndrome de Turner (Hygroma colli)
- Triploïdie
- Trisomie 8 (syndrome de Warkany)
- Trisomie 13 (syndrome de Patau)
- Trisomie 15 (syndrome de Prader-Willi)
- Trisomie 16
- Trisomie 18 (syndrome d'Edwards)
- Trisomie 21 (syndrome de Down)

#### 2.2. Malformations

#### 2.2.1. Coeur et poumon

- Cardiomyopathie (dilatée)
- Hypoplasie pulmonaire (et de la rate)
- Hypoplasie du ventricule gauche
- Inactivité pulmonaire
- Malformation cardiaque létale
- Mucoviscidose
- Syndrome d'Ebstein

#### 2.2.2. Squelette

- Anomalie squelettique
- Dysplasie squelettique
- Nanisme thanatophore

#### 2.2.3. Reins

- Agénésie rénale bilatérale
- Dysplasie rénale (multikystique sur rein unique)
- · Reins non fonctionnels
- Syndrome de Potter
- Vessie hypertrophiée

#### 2.2.4. Système nerveux central

- Encéphalie
- Spina-bifida (lombo-sacré; lombaire étendu)
- Myéloméningocèle

#### 2.2.5. Crâne et cerveau

- Acranie
- Anencéphalie
- · Corpus callosum
- Encéphalocèle
- Exencéphalie
- Hémorragie cérébrale
- Holoprosencéphalie (semi-lobaire)

- Hydrocéphalie sévère
- Lésion cérébrale sévère
- Malformation cérébrale foetale
- Microcéphalie
- Ventriculite

#### 2.2.6. Malformations diverses

- Amyloïdose
- Anamnios (par rupture des membranes)
- Anhydramnios
- Arthrogrypose
- Atrésie anale
- Dysplasie ectodermale
- Epidermolyse bulleuse
- Handicap moteur grave
- Hernia diafragmatica
- Hydrops (thorax)
- Limb Body Wall Complex (LBWC)
- Omphalocèle (foie, intestin ou estomac)
- Placenta accreta voire percreta
- PROM (Preterm rupture of the outer membranes)
- Retard de croissance
- Syndrome de l'X fragile (Syndrome de Martin et Bell ou Escalante)
- Syndrome de Marfan
- Syndrome de Meckel Grüber
- Syndrome polymalformatif (sur translocation chromosomique déséquilibrée)

#### 2.3. Affections tératogènes

- Cytomégalovirus
- Effet tératogène d'un médicament (ex. Roaccutane)

### 2. RAPPORTS ANNUELS DES ETABLISSEMENTS DE SOINS

L'analyse des rapports annuels des établissements de soins a été réalisée sur base de leur évolution entre 2012 et 2017.

Cette analyse se retrouve dans le rapport portant sur les années 2016 – 2017, publié en février 2020.

## 3. ANALYSE DES RAPPORTS ANNUELS DES SERVICES D'INFORMATION DES ETABLISSEMENTS DE SOINS

L'analyse des rapports annuels des établissements de soins a été réalisée sur base de leur évolution entre 2012 et 2017.

Cette analyse se retrouve dans le rapport portant sur les années 2016 – 2017, publié en février 2020.

#### 4. CONCLUSIONS

1.

Comme relevé dans les rapports précédents, qui portaient sur les années 2002-2003, 2004-2005, 2006-2007, 2008-2009 et 2010-2011, les chiffres des interruptions de grossesse fournis à la Commission concernant les années 2012-2013 doivent être corrigés.

Si, du nombre total des interruptions volontaires de grossesse pratiquées en Belgique (1), on déduit le nombre de femmes domiciliées à l'étranger qui font pratiquer une interruption de grossesse dans notre pays (2) et si on y ajoute le nombre de femmes belges et luxembourgeoises qui la font pratiquer aux Pays-Bas (3) ainsi que le nombre des déclarations introduites trop tard (4) et qui ne sont donc pas reprises dans les tableaux de la première partie, on obtient les résultats suivants:

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
(1)	12.628	12.666	11.999	12.734	13.762	14.775	14.791	15.595	16.024
(2)	-275	- 253	-240	- 354	- 340	- 353	- 414	- 349	- 392
(3)	+ 2.019	+ 1.813	+ 1.567	+ 1.557	+ 1.473	+ 1.334	+ 1.224	+ 1.091	+ 984
(4)	+ 161	+ 31	+ 256	+ 0	+ 28	+ 422	+ 115	+ 370	+ 316
	14.533	14.257	13.582	13.937	14.923	16.178	15.716	16.707	16.932

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
(1)	16.696	17.640	18.033	18.595	18.870	19.095	19.578	19.155	19.551
(2)	- 295	- 296	- 314	- 291	- 252	- 182	- 123	- 119	- 128
(3)	+ 913	+ 857	+ 851	+ 830	+ 803	+ 681(*)	+ 698	+ 611	+ 598
(4)	+ 553	+ 0	+ 135	+ 172	+ 0	+ 93	+ 146	+ 139	+ 54
	17.867	18.201	18.705	19.306	19.421	19.687	20.299	19.786	20.075

(\*) : ce chiffre a particulièrement diminué depuis 2010 car 2 cliniques pratiquant des interruptions de grossesse ont été fermées aux Pays-Bas en 2010

2.

La Commission rappelle une fois de plus que, pour des raisons multiples qui ont varié dans le temps, les chiffres contenus dans le présent rapport, comme ceux contenus dans les rapports précédents, sont indicatifs.

En effet:

- pour des raisons qui demeurent inexpliquées, des différences sont constatées entre les déclarations d'interruptions de grossesse faites par les médecins, établies individuellement, et les rapports annuels des institutions au sein desquelles ces médecins pratiquent leur art;
- la Commission est sans pouvoir pour vérifier si les données communiquées par les médecins et par les institutions correspondent à une réalité scientifiquement établie; elle est même sans pouvoir pour vérifier si les documents qui lui sont communiqués ont été correctement remplis; et elle n'a pas davantage le pouvoir d'exiger qu'une institution ou un médecin fasse des déclarations. En résumé, la Commission est tributaire des données qui lui sont fournies.

3.

Depuis 1992, la Commission établit tous les deux ans un rapport qui est communiqué au Parlement fédéral, conformément à la loi qui l'institue, ainsi qu'au Premier ministre et au ministre en charge de la Santé publique et des Affaires sociales. La compétence de prendre des mesures préventives "en vue de diminuer le nombre des interruptions de grossesse" ayant été en grande partie attribuée aux communautés, la Commission prend donc la liberté, comme elle l'a fait pour les rapports précédents, de communiquer aussi celui-ci aux Parlements communautaires, à savoir : les Parlements de la Communauté germanophone, de la Communauté flamande et de la Fédération Wallonie – Bruxelles. Les rapports seront également transmis aux assemblées de la Commission communautaire commune, de la Commission communautaire française et de la Commission communautaire flamande de la région de Bruxelles-Capitale ainsi qu'au Parlement de la Région wallonne, en raison de transfert de compétences en matière de santé de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

## 5. COMPOSITION DE LA COMMISSION NATIONALE D'EVALUATION DES INTERRRUPTIONS DE GROSSESSE

1. COMPOSITION DE LA COMMISSION NATIONALE D'EVALUATION DE LA LOI DU 3 AVRIL 1990 RELATIVE A L'INTERRUPTION DE GROSSESSE (AR du 15.10.2018 – MB 05.11.2018)

#### **Membres effectifs**

1° En tant que docteurs en médecine :

Prof. Dr Jean-Noël Missa (F)

Dr Anne Firquet (F)

Dr Dominique Roynet (F)

Prof. Dr Jan Deprest (N)

Prof. Dr Kristien Roelens (N)

Prof. Dr Hendrik Cammu (N)

Dr Anne Verougstraete (N)

Dr Jacques Germeaux (N)

2° En tant que professeurs de droit dans une université belge ou avocats :

Me Nathan Radelet (F)

Prof. Anne Lagerwall (F)

Me Myriam Van Varenbergh (N)

Me Mario Van Essche (N)

Coprésident

3° En tant qu'issus de milieux chargés de l'accueil et de la guidance des femmes en état de détresse :

Mme Violaine De Clerk (F) M. Frédéric Brichau (F)

Mme Sylvie Lausberg (F) Coprésidente

Mme Carine Vrancken (N)

### Membres suppléants

1° En tant que docteurs en médecine :

Prof. Dr Christine Verellen-Dumoulin (F)
Dr Yannick Manigart (F)
Dr Isabelle Dumont (F)
Dr Karine Welffens (F)
Prof. Dr Gunnar Naulaers (N)
Prof. Dr Roland Devlieger (N)
Prof. Dr Wilfried Gyselaers (N)
Dr Chantal Kortmann (N)

2° En tant que professeurs de droit dans une université belge ou avocats :

Prof. Jules Messinne (F) Prof. Ingrid Boone (N)

Prof. Jean-Marc Hausman (F)

Me Elise Boutriau (F)

3° En tant qu'issus de milieux chargés de l'accueil et de la guidance des femmes en état de détresse :

M. Michel Pasteel (F)

Mme Katleen Alen (N)

Mme Arlette Geuens (N)

(Mme Van Stichel (N) a démissionné en 2019, un(e) remplaçant(e) est en

cours de désignation

# 2. COMPOSITION DU CADRE ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION NATIONALE D'EVALUATION DE LA LOI DU 3 AVRIL 1990 RELATIVE A L'INTERRUPTION DE GROSSESSE

#### **SECRETAIRE**

Mme Valérie De Nef (F)

#### **SECRETARIAT**

Mme Lydie Cappelmans (F) Mme Karine Delatte (F) M. Kristiaan Coppens (N) M. Paul Gyssels (N)

#### 6. TEXTES DE LOI

#### 1. Loi du 3 avril 1990 relative à l'interruption de grossesse

3 avril 1990 – Loi relative à l'interruption de grossesse, modifiant les articles 348, 350, 351 et 352 du Code pénal et abrogeant l'article 353 du même Code. (MB 05.04.1990)

Au nom du Peuple belge, Nous, Ministres réunis en Conseil,

Vu l'arrêté du 3 avril 1990 constatant que le Roi se trouve dans l'impossibilité de régner;

Vu les articles 25, 69, 79, alinéa 3, et 82 de la Constitution.

Les Chambres ont adopté et Nous, Ministres réunis en Conseil, sanctionnons ce qui suit :

#### Article 1er.

L'article 348 du Code pénal est remplacé par la disposition suivante :

"Article 348. Celui qui médecin ou non, par un moyen quelconque, aura à dessein fait avorter une femme qui n'y a pas consenti, sera puni de la réclusion. Si les moyens employés ont manqué leur effet, l'article 52 sera appliqué."

#### Article 2.

L'article 350 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 350. Celui qui, par aliments, breuvages, médicaments ou par tout autre moyen aura fait avorter une femme qui y a consenti, sera condamné à un emprisonnement de trois mois à un an et à une amende de cent francs à cinq cents francs.

Toutefois, il n'y aura pas d'infraction lorsque la femme enceinte, que son état place en situation de détresse, a demandé à un médecin d'interrompre sa grossesse et que cette interruption est pratiquée dans les conditions suivantes :

- 1. a) l'interruption doit intervenir avant la fin de la douzième semaine de la conception;
  - b) elle doit être pratiquée, dans de bonnes conditions médicales, par un médecin, dans un établissement de soins où existe un service d'information qui accueillera la femme enceinte et lui donnera des informations circonstanciées, notamment sur les droits, aides et avantages garantis par la loi et les décrets aux familles, aux mères célibataires ou non, et à leurs enfants, ainsi que sur les possibilités offertes par l'adoption de l'enfant à naître et qui, à la demande, soit du médecin soit de la femme, accordera à celle-ci une assistance et des conseils sur les moyens auxquels elle pourra avoir recours pour résoudre les problèmes psychologiques et sociaux posés par sa situation.
- 2° Le médecin sollicité par une femme en vue d'interrompre sa grossesse doit :

- a) informer celle-ci des risques médicaux actuels ou futurs qu'elle encourt à raison de l'interruption de grossesse ;
- b) rappeler les diverses possibilités d'accueil de l'enfant à naître et faire appel, le cas échéant, au personnel du service visé au 1°, b), du présent article pour accorder l'assistance et donner les conseils qui y sont visés;
- c) s'assurer de la détermination de la femme à faire pratiquer une interruption de grossesse.

L'appréciation de la détermination et de l'état de détresse de la femme enceinte qui conduit le médecin à accepter d'intervenir, est souveraine lorsque les conditions prévues au présent article sont respectées.

- 3° Le médecin ne pourra au plus tôt, pratiquer l'interruption de grossesse que six jours après la première consultation prévue et après que l'intéressée a exprimé par écrit, le jour de l'intervention, sa détermination à y faire procéder.

  Cette déclaration sera versée au dossier médical.
- 4° Au-delà du délai de douze semaines, sous les conditions prévues aux 1°, b), 2° et 3°, l'interruption volontaire de grossesse ne pourra être pratiquée que lorsque la poursuite de la grossesse met en péril grave la santé de la femme ou lorsqu'il est certain que l'enfant à naître sera atteint d'une affection d'une particulière gravité et reconnue comme incurable au moment du diagnostic. Dans ce cas, le médecin sollicité s'assurera le concours d'un deuxième médecin, dont l'avis sera joint au dossier.
- 5° Le médecin, ou toute autre personne qualifiée de l'établissement de soins où l'intervention a été pratiquée, doit assurer l'information de la femme en matière de contraception.
- 6° Aucun médecin, aucun infirmier ou infirmière, aucun auxiliaire médical n'est tenu de concourir à une interruption de grossesse. Le médecin sollicité est tenu d'informer l'intéressée, dès la première visite, de son refus d'intervention."

#### Article 3.

L'article 351 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 351. La femme qui, volontairement, aura fait pratiquer un avortement en dehors des conditions prévues à l'article 350 sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante francs à deux cents francs."

#### Article 4.

L'article 352 du Code est remplacé par la disposition suivante :

« Article 352. Lorsque les moyens employés dans le but de faire avorter la femme auront causé la mort, celui qui les aura administrés ou indiqués dans ce but sera condamné à la réclusion, si la femme à consenti à l'avortement, mais que l'intervention ait été pratiquée en dehors des conditions définies à l'article 350 et aux travaux forcés de dix ans à guinze ans, si elle n'y a point consenti."

#### Article 5.

L'article 353 du même Code est abrogé.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le Moniteur belge.

Donné à Bruxelles, le 3 avril 1990.

Le Premier Ministre, W. MARTENS

Le Vice-premier Ministre et Ministre des Réformes institutionnelles, chargé de la Restructuration du Ministère de l'éducation nationale et du Ministère de la région bruxelloise,

Ph. MOUREAUX

Le Vice-premier Ministre et Ministre des Affaires économiques et du Plan, chargé de la Restructuration du « Ministerie van Onderwijs »,

W. CLAES

Le Vice-premier Ministre et Ministre des Communications et des Réformes institutionnelles,

J.-L. DEHAENE

Le Vice-premier Ministre et Ministre de la justice et des Classes moyennes, M. WATHELET

Le Vice-premier Ministre et Ministre du Budget et de la Politique scientifique, H. SCHILTZ

Le Ministre des Affaires étrangères, M. EYSKENS

Le Ministre des Finances,

Ph. Maystadt

Pour le Ministre du Commerce extérieur, absent :

Le Vice-premier Ministre et Ministre des Réformes institutionnelles, chargé de la Restructuration du Ministère de l'éducation nationale et du Ministère de la région bruxelloise,

Ph. MOUREAUX

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. BUSQUIN

Le Ministre de la Défense nationale,

G. COËME

Le Ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des services publics et des institutions scientifiques et culturelles nationales,

L. TOBBACK

Pour le Ministre de la Coopération au développement, absent : Le Vice-premier Ministre et Ministre du Budget et de la Politique scientifique, H. SCHILTZ Le Ministre des Pensions, A. VAN DER BIEST

Le Ministre de l'Emploi et du Travail, L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, M. COLLA

Le Ministre de la Fonction publique, R. LANGENDRIES

Scellé du sceau de l'Etat Le Ministre de la Justice, M. WATHELET

#### Texte de l'article 349 du Code pénal

Article 349. Lorsque l'avortement a été causé par des violences exercées volontairement, mais sans intention de le produire, le coupable sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de vingt-six francs à trois cents francs.

Si les violences ont été commises avec préméditation ou avec connaissance de l'état de la femme, l'emprisonnement sera de six mois à trois ans, et l'amende de cinquante francs à cinq cents francs.

#### 2. Loi du 13 août 1990 visant à créer une Commission d'évaluation

13 Août 1990 – Loi visant à créer une Commission d'évaluation de la loi du 3 avril 1990 relative à l'interruption de grossesse, modifiant les articles 348, 350, 351 et 352 du Code pénal et abrogeant l'article 353 du même Code. (MB 20.04.1990)

Baudouin, Roi des Belges, A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit

#### Article 1er

§ 1er. Il est institué une Commission nationale d'évaluation chargée d'évaluer l'application des dispositions relatives à l'interruption de grossesse.

§ 2. La Commission est composée de seize membres, dont neuf femmes et sept hommes. Ils sont désignés en fonction de leurs connaissances et de leur expérience dans les matières qui relèvent de la compétence de la Commission.

Huit membres sont docteurs en médecine, dont quatre au moins professeurs de médecine dans une université belge. Quatre membres sont professeurs de droit dans une université belge, ou avocats. Quatre membres sont issus de milieux chargés de l'accueil et de la guidance des femmes en état de détresse.

La qualité de membre de la Commission est incompatible avec celle de membre d'une des Assemblées législatives et avec celle de membre du Gouvernement ou d'un Exécutif.

Les membres de la Commission sont nommés, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, sur une liste double présentée par le Sénat, dans le respect de la parité linguistique et de la représentation pluraliste, et pour une période de quatre ans qui peut être prorogée. Les candidats qui n'ont pas été désignés comme membres effectifs sont nommés en qualité de membres suppléants.

La Commission est présidée par un néerlandophone et un francophone. Les présidents sont élus par les membres de la Commission appartenant à leur groupe linguistique respectif.

La Commission établit son règlement d'ordre intérieur.

- § 3. La Commission établit à l'attention du Parlement, pour le 31 août 1992, et par la suite tous les deux ans :
- a) un rapport statistique élaboré sur base des informations recueillies en vertu des articles 2 et 3 ;
- b) un rapport détaillant et évaluant l'application et l'évolution de l'application de la loi ;
- c) le cas échéant, des recommandations en vue d'une initiative législative éventuelle et/ou d'autres mesures susceptibles de contribuer à réduire le nombre d'interruptions de grossesse et à améliorer la guidance et l'accueil des femmes en état de détresse.

Pour l'accomplissement de cette mission, la Commission peut s'informer auprès des pouvoirs et organismes concernant le planning familial, la parenté responsable et la contraception.

Les renseignements recueillis par la Commission sont confidentiels et ne peuvent être communiqués à aucune instance, y compris le pouvoir judiciaire.

#### Article 2

La Commission établit un document d'enregistrement à compléter par le médecin qui a pratiqué une interruption de grossesse. Ce document comportera :

- 1) l'indication du numéro de code de l'établissement de soins visé à l'article 350, deuxième alinéa, 1°, du Code pénal, ainsi que du numéro de code du médecin ;
- 2) l'indication de l'âge, de l'état civil et du nombre d'enfants de la femme qui sollicite une interruption de grossesse;

- 3) l'indication de la province ou, si elle habite à l'étranger, du pays où est situé le domicile de la femme;
- 4) l'indication de la date à laquelle l'interruption de grossesse a été demandée et de la date à laquelle l'intervention a été pratiquée;
- 5) une description succincte de l'état de détresse invoqué par la femme en considération duquel le médecin a pratiqué l'interruption de grossesse visée à l'article 350, deuxième alinéa, du Code pénal. Si l'interruption de grossesse est pratiquée en vertu de l'article 350, deuxième alinéa, 4°, du Code pénal, le médecin indiquera en outre le péril grave qui menaçait la santé de la femme ou l'affection d'une particulière gravité et reconnue comme incurable dont l'enfant aurait été atteint au moment de sa naissance ;
- 6) l'indication de la date à laquelle la femme a été reçue par le service d'information ;
- 7) l'indication des déclarations faites par la femme concernant les méthodes contraceptives qu'elle a utilisées et les raisons de leur inefficacité ;
- 8) l'indication de la méthode qui a été appliquée pour interrompre la grossesse et, le cas échéant, des complications qui en ont résulté.

Le médecin transmet ce document à la Commission d'évaluation, visée à l'article 1<sup>er</sup>, dans les quatre mois de l'interruption de grossesse.

#### Article 3

La Commission établit un document qui devra être complété à titre de rapport annuel par l'établissement de soins visé à l'article 350, deuxième alinéa, 1°, du Code pénal et lui être transmis au plus tard le 30 avril de l'année suivant celle sur laquelle porte l'information.

#### Ce rapport mentionne :

- le nombre de demandes d'interruption de grossesse introduites auprès de l'établissement ou des médecins attachés à l'établissement ;
- le nombre d'interruptions de grossesse pratiquées par les médecins attachés à l'établissement sur la base de l'article 350, deuxième alinéa, du Code pénal, ainsi que, le cas échéant, les cas visés à l'article 350, deuxième alinéa, 4°, du Code pénal ;
- le nombre de demandes d'interruption de grossesse ayant été refusées par les médecins attachés à l'établissement.

A ce rapport est joint un rapport du service d'information de l'établissement sur :

- la composition et le fonctionnement du service ;
- les méthodes d'accueil et d'assistance utilisées:
- le nombre de consultations;
- éventuellement, les résultats de l'accueil et de l'assistance.

#### Article 4

La Commission d'évaluation dispose, pour rédiger le rapport d'évaluation, d'un cadre administratif restreint, afin de pouvoir accomplir correctement ses missions légales.

Le cadre et le cadre linguistique du personnel administratif sont fixés par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres sur proposition du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions. La commission d'évaluation désigne les membres de ce personnel, qui sont détachés des services publics selon les conditions fixées par le Roi.

#### Article 5

Les frais de fonctionnement et les frais de personnel de la Commission d'évaluation ainsi que les indemnités de ses membres sont à charge du budget du Ministère de la Santé publique.

#### Article 6

Celui qui, soit par négligence, soit par mauvaise volonté et après qu'un rappel lui aura été adressé, omettra de transmettre les documents d'enregistrement visés à l'article 2 ou les rapports annuels visés à l'article 3 à la Commission d'évaluation dans les délais prévus, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois ou d'une amende de cinquante francs à cinq mille francs.

Le chapitre VII et l'article 85 du Code pénal s'appliquent par analogie aux infractions visées par la présente loi.

#### Article 7

Toute personne qui, en quelque qualité que ce soit, prête son concours à l'application de la présente loi, est par la même responsable du secret des données qui lui sont confiées dans l'exercice de sa mission et qui ont trait à l'exercice de cette mission. L'article 458 du Code pénal lui est applicable.

#### **Article 8**

Un débat se tiendra à la Chambre et au Sénat dans les six mois du dépôt des premiers rapports et, le cas échéant, des recommandations de la Commission d'évaluation, visés à l'article 1<sup>er</sup>, § 3. Ce délai de six mois est suspendu pendant la période au cours de laquelle les Chambres législatives sont dissoutes et/ou au cours de laquelle il n'y a pas de Gouvernement ayant la confiance des Chambres législatives.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le Moniteur belge.

Donné à Bruxelles, le 13 août 1990.

BAUDOUIN,

Par le Roi:

Le Ministre des Affaires sociales, Ph. Busquin

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique, R. Delizee

Scellé du sceau de l'Etat.

Pour le Ministre de la Justice, absent Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Réformes institutionnelles, Ph. Moureaux.

#### Commission nationale d'évaluation de la loi du 3 avril 1990 relative à l'interruption de grossesse.

<u>Secrétariat de la Commission</u> : SPF Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement

Eurostation II.

Commission nationale d'évaluation des interruptions de grossesse

Bureau 7C034

Place Victor Horta 40, boite 10

1060 Bruxelles.

02/524.92.56 (Fr) -02/524.92.60 (NI)

http://www.health.belgium.be/fr/sante/prenez-soin-de-vous/debut-et-fin-de-vie/interruption-volontairede-grossesse